

LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML

**GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LÉNINISTES**

MENSUEL

Décembre-Janvier 79-80

No 38

4 Francs

CONTRE LES AGGRESSIONS DU GOUVERNEMENT GISCARD · BARRE

***A BAS LE PCF CHAUVIN, RACISTE
ET ANTIPOPULAIRE !***

***A BAS LA MYSTIFICATION
PARLEMENTAIRE DU PS !***

**ELARGIR LE CAMP DE LA
RESISTANCE AUTOUR DE LA
POLITIQUE MAOISTE**

Sommaire

**LA SITUATION POLITIQUE
AUJOURD'HUI.**

**FRONT DE CLASSE DE L'UNITÉ
FRANÇAIS-IMMIGRÉS.**

Manifestation du 1er Décembre à Barbès; Sonacotra: négociations à Reims; A bas le P.C.F. chauvin, raciste, anti-populaire; Reims: lutte victorieuse contre la circulaire Bonnet.

**LA VIE DES ORGANISATIONS
MAOISTES.**

C.P.A.C. Reims - C.P.A.C. Paris-Nord.

ETUDES MAOISTES.

Où en est la crise ? - L'art et le maoïsme vivant.

INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN.

La révolution nationale en Iran - Le Kampuchéa.

EDITORIAL

Notre temps est celui de la résistance populaire aux agressions des politiques bourgeoises.

* Il faut d'abord en expliquer la nature, par une analyse de la situation, et des fronts de classe qu'elle délimite. C'est ce qui est commencé dans notre premier article, et qui sera poursuivi dans le prochain numéro.

* Il faut en suivre l'histoire, les temps forts, les contradictions internes. Par exemple la nouvelle orientation de la lutte des foyers, après les terribles assauts de l'État, de la Sonacotra et du PCF. (article sur la négociation des foyers de Reims). Par exemple la lutte contre les lois Bonnet-Stoléru (article sur la manifestation du 1er Décembre).

* Il faut montrer comment, dans la lutte de classe de résistance, se déploie le pôle maoïste, se pratique l'organisation de classe du peuple. Et en particulier ces lieux majeurs du rassemblement populaire actif que sont les CPAC. Deux expériences: en banlieue parisienne, en province.

* Il faut désigner le deuxième ennemi, acharné à détruire toute identité politique du peuple pour imposer partout sa loi: le PCF, dont nous commençons à démontrer, pièces à l'appui, le chauvinisme et le racisme.

Tout cela exige une vision ample, des appuis et des engagements marxistes assurés.

- Nous analysons la crise économique des impérialismes dans sa phase actuelle. Nous reviendrons sur ses aspects monétaires.

- Nous nous engageons sur les deux situations-clef où, aujourd'hui, se joue la question de l'indépendance nationale, la question de la guerre et de la paix.

. face à la superpuissance américaine, l'Iran. Une première analyse, une sorte d'introduction.

. face au social-impérialisme russe et au militarisme vietnamien: la résistance des Khmers rouges. Nous lançons une campagne d'avant-garde pour son soutien. Nous analysons la situation politico-historique dans le Sud-Est Asiatique.

**NOTRE PEUPLE
MULTI-NATIONAL EXISTE !
IL RÉSISTE, RÉSISTERA !
A BAS LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE !
VIVE L'ENGAGEMENT
D'AVANT-GARDE !**

LA SITUATION POLITIQUE AUJOURD'HUI

I) UNE CONTRADICTION APPARENTE.

L'année 1979 a été, à notre avis, dominée par une contradiction significative.

-1) EN CE QUI CONCERNE LA SITUATION DU POINT DE VUE DES MASSES POPULAIRES, ELLE N'EST PAS BONNE. C'EST L'ÉTAT IMPÉRIALISTE QUI A L'INITIATIVE.

- du côté des Giscardiens, par l'avancée de la restructuration, les licenciements, le chômage, la mise en place d'un dispositif anti-populaire politique et policier de grande envergure.

- du côté des révisionnistes du PCF, par la position qu'ils s'assurent dans le mouvement de masse ouvrier pour le contrôler et l'écraser de leur politique. On l'a vu à Longwy, à Denain ou à Cherbourg. On l'a vu le 23 Mars. On le voit par la tentative en cours d'anéantir le mouvement des foyers.

-2) EN CE QUI CONCERNE LES MAOISTES, LA SITUATION N'EST PAS MAUVAISE.

La rectification engagée en Juin 1978, et poursuivie depuis, a donné des résultats. La manifestation de Juin 1979 a démontré que nous occupons une place politique nationale non négligeable. Le seul précédent d'envergure comparable est le meeting de Novembre 1976 sur le maoïsme. Mais le succès de ce meeting était surtout idéologique. Juin 1979 et la phase initiale de Garges sont des faits politiques, inscrits dans les masses, dans la rue, dans la lutte des classes.

La manifestation contre les lois Bonnet-Stoléru du 1er Décembre 1979 à Barbès amplifie et transforme cet aspect des choses :

- elle l'amplifie, parce que la base d'unité de la partie de la manifestation dirigée par les maoïstes est plus avancée qu'en Juin. Le PCF est dénoncé directement. L'idée de la résistance populaire est mise en avant.

- elle le transforme, car la lutte entre les deux voies prend

un tour aigu. Les incidents du début de la manifestation, entre nous et le «cordon sanitaire» CFDT (cordon préparé et annoncé par ces gens) montrent que, depuis Juin, notre avancée politique n'est pas passée inaperçue. Le quarteron de syndicalistes qui, dans l'ambiance «gauchiste», s'imaginent incarner la classe ouvrière, sont pris de panique au vu de l'orientation prolétarienne que nous proposons dans le mouvement de masse. C'est une excellente chose.

Tout ceci ne saurait cependant dissimuler l'état de faiblesse du mouvement populaire aujourd'hui, face aux deux bourgeoisies.

II) UNE POLITIQUE DE RÉSISTANCE.

La contradiction entre notre consolidation et la faiblesse des mouvements nous place dans une position extrêmement complexe et difficile. Nous devons à tout prix poursuivre et étendre notre percée politique au moment où l'assaut des bourgeoisies connaît ses premiers résultats, en particulier la division et la faiblesse du mouvement des foyers et du mouvement contre les lois Bonnet-Stoléru.

Nous avons déjà dit que la lutte des classes dépendait pour une part de notre engagement. Ce point, quand le mouvement de masse s'affaiblit, est connu de nos adversaires. Il est clair pour eux que notre anéantissement est la garantie dernière de leur succès durable. C'est ce qui explique la fureur anti-maoïste des nouveaux bourgeois, marquée à Gennevilliers, à Nanterre, à Villejuif, par une campagne de calomnies et de violences physiques sans précédent depuis les affrontements de 70-71 avec la Gauche Prolétarienne.

Ceci explique aussi la tentative d'encerclement et d'isolement menée par la CFDT.

**NOUS VOICI DONC ENGAGÉS DANS UN PROCES-
SUS POLITIQUE DE RÉSISTANCE.**

Le mot «résistance» évoque, c'est un risque, la théorie



Une vue de la manifestation du 16 Juin 1979, première apparition de masse d'une force pour l'unité français-immigrés. (Photo U.C.F.M.L.)

mise en avant en 71-72 par la Gauche Prolétarienne, de la «nouvelle résistance populaire».

Mais la G.P. concevait cela en dehors de la politique de parti, et même de la politique tout court, comme l'accouplement d'un secteur «démocratique» et d'un secteur «militaire». Elle rêvait sur la Résistance contre les nazis.

Pour nous, la résistance désigne seulement ici : que, face à l'agression des bourgeoisies impérialistes, l'existence du peuple, son identité, sa survie politique, consistent à se lever, à faire front, et ceci de façon inconditionnelle, quels que soient les rapports de force quantitatifs du moment.

Cet aspect «inconditionnel» de la résistance fait que :

-a) L'engagement de l'avant-garde est décisif. Elle doit constituer autour d'elle un camp de la résistance, mais ne peut attendre d'être «portée» par une résistance de masse constituée d'avance, et qui serait indépendante de son action.

-b) La résistance a une valeur positive qui est politique, mais aussi éthique.

C'est très clair sur le front de classe des immigrés : face au racisme, aux lois, aux flics et au PCF, la résistance revient à REALISER tout de suite, quelle qu'en soit l'échelle, l'unité politique français-immigrés. Et la valeur de cette unité concerne l'existence même de notre peuple, qui, sans cela, serait à genoux.

Résistance qui a un double aspect :

* Etre les organisateurs de la résistance populaire aux assauts des forces de l'impérialisme, qu'il s'agisse de l'Etat Giscardien ou du parti révisionniste.

* Etre vigilants quand à notre propre résistance, à notre propre cohésion, tant face à la police et aux sociaux-fascistes, que face à l'encerclement général par le défaitisme et l'anti-marxisme.

Nous avons en somme à nous poser 2 grandes questions, profondément liées :

-1) Quels sont aujourd'hui les ressorts de classe de la résistance populaire ? Quelle est la logique de masse du repli en ordre quand il s'impose, de la consolidation interne, puis de la contre-offensive ?

-2) Quel est le centre de gravité de notre propre cohésion aujourd'hui ? Sur quoi se joue, de façon décisive, notre identité de révolutionnaires maoïstes organisés ? Sur quelles bases, et selon quelles tâches, pouvons-nous la préserver, la transformer et l'élargir ?

III) SITUATION DES POLITIQUES BOURGEOISES «CLASSIQUES».

La conjoncture intérieure reste, du côté bourgeois comme du côté du peuple, dominée par le bilan des élections de Mars 1978. Il est clair maintenant que ce bilan ne trouvera sa véritable sanction, dans la logique de la société impérialiste française, qu'aux élections présidentielles de 1981.

Interdire, par tous les moyens, que le bilan de masse du fiasco de Mars 1978 suive un autre chemin que le débat sur les présidentielles de 81 : tel est l'objectif décisif de tous les bourgeois face au peuple.

Le succès Giscardien est aujourd'hui divisé. Son aspect de force, nous le connaissons bien : c'est la capacité, face à une opposition décomposée et à des masses inorganisées politiquement pour l'essentiel, de mener une sauvagerie politique impérialiste aussi bien économique - c'est la restructuration sans frémir - que politico-Etatique - ce sont les dispositifs anti-populaires nouveaux (arrestations, expulsions, extraditions, meurtres) - et qu'idéologique : l'anti-marxisme des nouveaux philosophes a, comme prévu, fait le lit de la réapparition ouverte de thèmes fascistes (la nouvelle droite) et des pratiques qui y correspondent (meurtres racistes).

L'aspect de faiblesse du Giscardisme tient à ce que ce régime de gangsters impérialistes sans foi ni loi ne peut durablement organiser ni un consensus populaire (le «libéralisme» fait fiasco), ni une politique stable de neutralisation des nouveaux bourgeois du P.C.F.

L'aboutissement logique serait l'alliance avec le PS. Mais c'est une manoeuvre très délicate dans les conditions du moment. Il faut maîtriser la rupture avec le RPR, et trouver la source des concessions à faire à la petite bourgeoisie salariée urbaine, au contraire pressurée sans merci.

Le RPR de Chirac, qui risque l'effondrement total, tente des contre-manoeuvres : guérilla parlementaire, exploitation des scandales. Tout ceci tend à faire pourrir tout le système parlementaire.

Dans ces conditions, Giscard n'est peut-être pas l'homme de la nouvelle politique nécessaire à terme. Grandit Rocard, dont la physionomie est celle d'un «Giscard propre».

Dans tous les cas, l'aspect de faiblesse de Giscard NE FAIT PAS FORCE POUR LE PEUPLE. L'emprise parlementaire et impérialiste sur cette faiblesse se révèle dans la dynamique des scandales :

. Pas de dénonciation populaire de l'impérialisme français au Centre-Afrique, consensus raciste et néo-colonial - mais affaire des diamants.

. Pas de cible anti-capitaliste quant à la restructuration et à ses profiteurs - mais affaires immobilières des ministres.

. Pas de compréhension claire des contradictions intra-bourgeois sur le bilan de Mars 78 - mais affaire Boulin.

Tout ceci alimente, dans l'espace du parlementarisme, l'anti-parlementarisme de droite. Le grand cri «tous des pourris» n'a jamais, par lui-même, profité au prolétariat.

Une faiblesse qui n'est pas une force pour le peuple est une décomposition. C'est une faiblesse dangereuse. Elle peut accélérer les mécanismes anti-populaires et aggraver la tension civile, sans en faire une politique.

La logique à suivre pour nous doit donc rester celle de la FORCE DE CLASSE dans des engagements précis, des fronts, des mouvements de résistance.

Seule cette logique fait également force face aux révisionnistes, que la décomposition Giscardienne sert à un double titre :

- se présenter comme opposition saine et pure.
- voler au secours du principe Étatique, se rendre indispensable pour son maintien.

IV) QUE VEUT ET QUE FAIT LE P.C.F. ?

Le PCF n'a pas tranché de façon claire sur la période d'après le fiasco du programme commun. Le plan probable est qu'il attend que le PS, avec Rocard ou tout autre, vienne au pouvoir en s'accoquinant avec l'UDF. Alors, le PCF rassemblera, et lui seul, les oppositions.

En attendant, s'assurer le contrôle des masses et bloquer toute autonomie politique du prolétariat est pour le PCF une exigence vitale.

Cette exigence se manifeste :

- par une activité défensive, de caractère brutal (social-fasciste) là où le PCF détient un pouvoir. C'est la politique des « fiefs » illustrée par d'incroyables démonstrations de racisme et d'encadrement anti-populaire. Cette pratique social-fasciste trouve sa forme achevée dans les municipalités PCF. La Mairie est véritablement l'arrière d'État du PCF, le nid à rats des bourgeois bureaucrates.

- par une activité intense, du PCF lui-même (la CGT en réserve) sur les usines. Là, on trouve plutôt le révisionnisme habituel : mélange d'esprit revendicatif routinier, de négociations corporatistes et de police d'atelier. Il s'agit surtout, compte tenu de la faiblesse politique actuelle du prolétariat sur les usines, de contrôler de A à Z toutes les révoltes, et d'être le seul interlocuteur de l'État dans les mouvements sociaux.

- par une politique générale où l'attaque contre le PS tient une place centrale, et qui n'hésite pas à voler au secours de la raison d'État.

Le PCF, face à l'affaire Boulin, a défendu le gouverne-

ment et attaqué la presse « libre », qui lui fait horreur. Le PCF n'aime que le journal officiel, espérant qu'un jour « L'humanité » en tiendra lieu.

Dans toute cette politique, détruire les révolutionnaires, y compris avec l'aide de la police, est un objectif tout à fait important. D'où, avec l'appareil d'État, un aspect de collusion, qui pourrait bien fortement nuancer la rivalité parlementaire de l'étape précédente.

Face à tout cela, nous devons - et nous avons commencé - porter dans les masses le débat sur la nature et les objectifs du PCF. Et cela non seulement situation par situation, mais au niveau de la politique générale. C'est d'une véritable campagne politique contre le PCF dont nous avons besoin. Inscrire le PCF comme cible dans l'idéologie et la pratique de la résistance populaire est essentiel.

Nous pouvons profiter de ce que le PCF n'a pas aujourd'hui de projet gouvernemental à proposer. L'histoire montre que le PCF est relativement fort quand il peut alimenter son aspect « parti d'opposition » avec une perspective Étatique (Front Populaire en 1936, union nationale à la Libération, programme commun en 1973-78). Le PCF est moins fort quand il est réduit à la défense des fiefs et au bétonnage syndical des luttes : faible en 1937-1940, constamment affaibli entre 1953 et 1973.

Déjà la campagne contre le PCF, forme politique essentielle de la voie prolétarienne et populaire dans la résistance à Giscard-Barre, peut se déployer activement sur deux idées :

- Le PCF, parti chauvin et raciste.
- Le PCF, parti de l'agression et de la collaboration, à partir de l'exemple de son soutien aux Vietnamiens.

(Dans le prochain numéro du « Marxiste-Léniniste » paraîtront deux autres parties de ce rapport politique : l'une sur les usines, l'autre sur le front démocratique).

FRONT DE CLASSE DE L'UNITÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS

LA MANIFESTATION CONTRE LES LOIS BONNET-STOLERU (1er Decembre à Barbès)

UN SUCCES POUR L'UNITÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS CONTRE
LES LOIS RACISTES,
MALGRÉ LES MANOEUVRES SYNDICALES DE DIVISION.

UNE PÉRIODE DIFFICILE pour rassembler beaucoup de monde contre les lois :

- difficultés tenant à la nouvelle situation tactique du mouvement des foyers où le Comité de Coordination dirige un juste repli devant les attaques forcenées depuis l'été de la Sonacotra et du P.C.F.

- difficultés liées également au recul des échéances : après la manifestation du 16 Juin qui a ouvert la voie à d'autres ripostes, la bourgeoisie recule sans cesse le vote définitif de ces lois, maintenant jusqu'au printemps. (la loi Bonnet a cependant récemment été votée).

MAIS UNE MANIFESTATION NÉCESSAIRE pour consolider l'unité français-immigrés après les offensives bourgeoises de l'été, pour ouvrir une nouvelle période de résistance des ouvriers et de tout le peuple.

UNE MANIFESTATION RÉUSSIE :

- 3000 français et immigrés manifestant dans la rue de Barbès au Père Lachaise à Paris, contre les lois racistes Bonnet-Stolérus, pour soutenir la lutte des foyers et le Comité de Coordination.



Une vue de la manifestation du 1er Décembre.
(Photo U.C.F.M.L.)

- un seul cortège représentant la plus grande initiative de l'automne contre ces projets de lois.

UNE MANIFESTATION DIVERSIFIÉE, reflétant différents aspects:

* En tête, le collectif de Garges avec le Comité de Coordination, des associations d'immigrés et quelques sections syndicales: des banderoles et des mots d'ordre sans nouveauté (rien en particulier pour imposer à la Sonacotra de négocier), des prises de parole tournées vers les directions syndicales pour regretter leur mobilisation pour les prud'hommes, une apparition en tant que telle très réduite des foyers en lutte.

* Derrière, les organisations qui soutenaient le collectif pour cette manifestation, ceux qui ont comme politique de ne rien faire contre les lois, eux-mêmes, mais de se mettre derrière les immigrés quand ceux-ci sont attaqués ! Là, pas de forces de l'unité français-immigrés, pas de mots d'ordre, on accomplit tristement son pensus de représentation: les 100 trotskystes de service sont même plus nombreux que le cortège du PCML et du PCRML ensemble ! Voilà le prix de leur démission politique.

* Enfin, le cortège du collectif de mobilisation pour l'unité français-immigrés qui avait appelé en son nom propre à cette manifestation. Près du tiers de la manifestation, composé à égalité de français et d'immigrés mélangés, regroupés derrière les banderoles de l'U.C.F.M.L., de l'O.C.F.M.L., des Permanences Anti-Expulsion, des C.P.A.C du groupe Foudre, lançant sans interruption :

... des mots d'ordre contre les lois Bonnet-Stolérus mais aussi pour la régularisation sans condition de tous les sans-papiers, pour le droit des jeunes immigrés de choisir leur nationalité. La manifestation était porteuse du fort thème et de la réalité de l'unité français-immigrés.

... des mots d'ordre pour soutenir la lutte des foyers et le Comité de Coordination, mais aussi pour imposer à la Sonacotra de négocier avec les Comités de Résidents.

... un dynamisme qui tranche et qui est renforcé par les mots d'ordre :

«Libérez Bouaziz, délégué du foyer de Gennevilliers, livré par la C.G.T. !».

«A bas le P.C.F., parti chauvin, raciste et anti-populaire».

«Usines, foyers, quartiers, unissons-nous pour résister !».

Donc, plusieurs composantes, mais un seul cortège, ce qui fut le résultat d'un combat prolongé contre les positions du collectif de Garges et contre sa fraction la plus sectaire composée de syndicalistes.

Depuis Octobre, nous avons tout fait pour organiser dans la rue un front le plus large possible contre les lois racistes. Nous étions porteurs d'un projet de Charte

pour définir unitairement ce que nous voulions dans cette bataille et d'une proposition de manifestation. Le projet de Charte a été discuté et amendé par l'O.C.F.M.L. et les P.A.E.. Le P.C.M.L. vint aux premières discussions unitaires puis, quand le collectif de Garges commença de diviser le front, il choisit de disparaître ! Le résultat de son opportunisme s'est traduit dans la manifestation.

Au cours de plusieurs réunions avec le Collectif de Garges, nous avons défendu pied à pied le projet d'une manifestation unitaire; nos propositions successives (campagnes d'appel communes, affiche commune, puis seulement banderole de tête commune) furent toutes refusées sans possibilité de discussion par le collectif de Garges, porteur de la ligne qu'il ne voulait pas signer aux côtés d'organisations politiques, que le rôle de celles-ci ne devaient être sur cette affaire que de soutenir les «organisations de masse». Les plus virulents défenseurs de cette ligne sectaire étaient les syndicalistes du collectif, singeant leurs maîtres Séguy et Maire dans la hargne contre les révolutionnaires et dans la volonté d'enterrer la mobilisation contre les lois dans une démonstration revendicative symbolique, analogue à celle de leurs syndicats au mois de Novembre.

Cette division, nous n'en voulions pas, car elle affaiblissait la force ouvrière et populaire contre les lois, elle faisait fi de la nécessité aujourd'hui de regrouper le maximum de forces pour résister de façon prolongée aux offensives bourgeoises et cela sur la base du respect et de l'égalité de chaque organisation. Nous affirmions notre volonté de ne faire qu'une seule manifestation avec tous ceux présents ce jour-là à Barbès contre les lois, quelles que soient leurs opinions, et sans que la question de notre place dans le cortège ne soit pour nous un quelconque problème.

Jusque sur le terrain, la CFDT tenta de couper en deux le cortège en détachant sa police syndicale à cette fin. Ce que fait la CGT de longue date pour isoler le mouvement des foyers, voilà que les médiocres CFDTistes répétaient la leçon. Leurs petites frappes n'allèrent pas loin; repoussés, ils ne purent empêcher l'unité du cortège de se réaliser.

Ces difficultés sont somme toutes secondaires face au succès de la manifestation. L'unité qui s'est imposée de fait sur le terrain doit se prolonger à notre sens dans une unité plus solide pour organiser la résistance prolongée contre les lois et leurs applications.

C'est dans cet esprit que notre collectif de mobilisation a appelé à la fin de la manifestation l'ensemble des participants sans exclusive à une réunion publique de bilan et de continuation du combat.

SONACOTRA: du bon usage des négociations comme étape de la résistance: L'EXEMPLE DE REIMS

INTRODUCTION

A Reims, un processus de négociations, ouvert fin Octobre, vient de s'achever par la signature d'un protocole d'accord (le 19-11-79), entre le Comité de Résidents et la Sonacotra.

C'est, à notre connaissance, l'exemple-type de négociations «réussies», au moins pour 3 raisons:

- le contenu de l'accord est largement victorieux sur un certain nombre de points-clefs (nous y reviendrons).
- les négociations se sont déroulées **directement** entre le Comité de Résidents et la Sonacotra, **sous le contrôle du Comité de Coordination**, hors de toute ingérence réelle de la municipalité (P.C.).
- les expulsions ont pu être évitées: les forces vives du mouvement et son armature organisationnelle sont intactes, préservant l'avenir de la résistance. Ce point est d'une extrême importance, quand on sait à quelles difficultés se heurtent les résidents en cas d'expulsion: effet de dispersion, bouclage des flics, morgue des municipalités P.C.F. Les événements de Nanterre sont là pour le prouver.

L'exemple de Reims constitue, de ce point de vue, un tournant. C'est un coup d'arrêt à l'offensive brutale de la Sonacotra, et qui a valeur d'exemple pour l'ensemble du mouvement. Il se situe tout à fait dans la tactique récemment définie par le Comité de Coordination (négociations particulières sous contrôle du Comité de Coordination) et que nous soutenons.

UNE GREVE ACTIVE ET MOBILISATRICE

La grève démarre en Septembre 1978, à l'initiative du Comité de Coordination venu spécialement de Paris. Elle touche massivement les 2 foyers de la ville, très proches géographiquement. L'U.C.F.M.L. et le pôle maoïste y sont présents dès le début, de même que les P.A.E. Il y aura, tout au long de l'année, un climat de mobilisation très soutenu, tenant à la conjugaison de plusieurs facteurs:

- un **Comité de Résidents combattif**, très lié au Comité de Coordination: en témoigne (Juin 1979) une séquestration en bonne et due forme d'un gérant raciste et du directeur régional de la Sonacotra, qui sentira passer le souffle de la révolte... et qui s'en souviendra longtemps! (Le bonhomme demandera plus tard que les négociations aient lieu en terrain «neutre», n'ayant nulle envie «d'être séquestré de nouveau» ...sic...). Séquestration victorieuse, du reste, aboutissant au renvoi du gérant raciste.
- un **Comité de Soutien actif**, dans lequel les «rabatteurs» patentés de la voie syndicaliste (en particulier les trotskystes) ne pourront jamais manoeuvrer à leur aise, étant donnée notre présence soutenue et le souci du Comité de Résidents de conserver son indépendance et son attachement au Comité de Coordination. Il y aura ainsi plusieurs manifestations dans la ville, des rassemblements au palais de justice dans la période des jugements, plusieurs journées «portes ouvertes».
- des **liens étroits entre le mouvement Sonacotra et les maoïstes**: échanges de points de vue sur les orientations tactiques, travail de masse des maoïstes sur les foyers, propositions aux résidents de nos initiatives nationales (manifestation du 16 Juin contre les lois Bonnet-Stolérus, marche sur Garges le 1er Juillet, participation à nos ini-

tiatives locales, aux réunions publiques de l'U.C.F.M.L. et du pôle maoïste...). Ce type de rapports favorise la conquête, par le mouvement, de son autonomie de pensée politique, et le protège, par lui-même, des tentatives de dévoiement syndicaliste ou des coups de force du P.C.F. Il est, à cet égard, un point d'histoire locale très important: l'enracinement ancien et profond des maoïstes sur le terrain des foyers immigrés, ponctué de grandes mobilisations dont l'écho ne s'est jamais éteint. Ceci explique largement cela.

L'OFFENSIVE ENNEMIE

Depuis le début de l'année 79, on le sait, l'ennemi a engagé une vaste offensive pour briser coûte que coûte le mouvement. L'État et ses flics, la Sonacotra et les hordes du P.C.F.-C.G.T. agissent selon un scénario bien réglé: expulsions sauvages, bouclages des foyers, infiltration immédiate des notables municipaux du P.C.F. et des nervis C.G.T. pour imposer une négociation, et, **surtout**, pour liquider les Comités de Résidents, tentant ainsi de détacher les foyers du Comité de Coordination. Le scénario sera partout le même, depuis Strasbourg (Mai 79) jusqu'à Nanterre (Octobre 79).

Côté résistance, c'est surtout l'exemple de Garges (Juin). Mais Garges, de résistance réelle et capitale en son temps, deviendra vite résistance symbolique. Car la question: comment résister aux expulsions, ou, à défaut, comment réinvestir le foyer, reste sans réponse.

Au lendemain de l'expulsion massive et dramatique de Nanterre (Octobre), la situation d'ensemble est la suivante:

- l'offensive conjuguée de l'État, de la Sonacotra, et du P.C.F.-C.G.T. a réussi dans bon nombre de foyers, surtout dans l'Est. Il y a eu des expulsions à grande échelle, fermetures de foyers, protocoles d'accord-bidon chapeautés par le P.C.F.
- du côté du mouvement: les tentatives sporadiques de résistance aux expulsions ont échoué. Le rassemblement de Garges du 29 Septembre n'apporte rien de ce point de vue. Face à cette situation, la nécessité d'un nouveau plan de bataille pour enrayer l'hémorragie des expulsions se fait sentir.

C'est dans cette situation tendue, difficile, que surviennent les négociations de Reims.

Localement, il y a eu, bien sûr, des retombées à ces hésitations d'ensemble du mouvement. Nous les avons combattues en discutant sans relâche, avec les délégués, sur le thème: comment organiser au minimum la résistance aux expulsions, gêner l'intervention des flics, planquer les affaires préventivement, avoir un plan sur tout cela. Mais l'exemple de Nanterre a fait réfléchir tout le monde: vu l'état réel des forces en présence, il est illusoire de penser qu'on peut empêcher les expulsions, ou réinvestir le foyer. Il faut se détacher d'une pensée étroitement «militaire» des choses. Il faut voir loin, réfléchir en termes politiques. Cela veut dire 2 choses:

- comprendre que les intérêts des différentes forces ennemies convergent sur un point: écraser, démanteler l'ossature organisée du mouvement (comités de résidents locaux, Comité de Coordination national).

Chaque force ennemie à son intérêt spécifique à ce résultat: l'Etat veut briser un mouvement qui le gêne pour l'application de ses lois racistes (Bonnet-Stolér). La Sonacotra veut rétablir son pouvoir dans les foyers, pour y faire régner l'ordre antérieur, et récupérer son fric. Le P.C.F. veut voir disparaître le véritable cauchemar que représente, pour lui, la politique populaire autonome, en actes, incarnée par le mouvement Sonacotra. Pour tout ce joli monde, les expulsions sont une bénédiction, l'occasion de briser et de disperser le dispositif organisationnel de la grève. C'est un enjeu politique important.

- par conséquent, il faut enrayer ce processus, faire échec à ce plan. Il faut aller dans le sens de la conservation des forces pour l'avenir. Rien est plus coûteux que les expulsions: il faut entamer des négociations, sous le contrôle du Comité de Coordination, et sur la base de la plate-forme. Et se battre sur des points significatifs, représentant un acquis du mouvement (la «libération» des foyers), quitte à lâcher du lest sur d'autres points, provisoirement (l'aspect «financier», loyers, arriérés). C'est sur cette base que nous discutons avec les délégués, et qu'ils engagent le processus de négociations, en relation étroite avec le Comité de Coordination.

LES NEGOCIATIONS

Elles ont lieu en 4 épisodes, entre fin Octobre et le 19 Novembre (date de l'accord). Elles se déroulent directement entre Comité de Résidents et Sonacotra. Les délégués imposent la présence d'un représentant du Comité de Coordination, qu'ils consultent pendant les interruptions de séances. A la 3ème rencontre, il y a rupture sur les positions suivantes:

- la Sonacotra accepte les points portant sur la liber-

té dans le foyer, et la limitation des pouvoirs du gérant. Mais elle refuse d'éponger les arriérés (12 mois de grève), et propose une «remise» de 20% (soit l'équivalent de 2 mois). Les délégués exigent une remise de 50% des arriérés. C'est la rupture. Il s'ensuit une période de flottement, marquée par une lutte intense entre les 2 voies au sein des résidents. Il y a ceux qui disent: «Restons en là. Mieux vaut l'expulsion dans la dignité». En fait, derrière cette position d'héroïsme apparent, se cache une solution de relogement individuel préparée à l'avance, l'idée qu'on échappera aux poursuites une fois dehors, et, au bout du compte, qu'on rentrera dans son pays et c'est tout. Derrière la façade «dure», la démission totale. En face, il y a ceux qui leur répondent: «une fois dehors, on n'est plus rien. On ne peut plus lutter pour nos objectifs sur les foyers, il n'y a plus de mouvement. Et, par conséquent, il n'y a plus de force non plus pour s'opposer aux lois racistes. Il faut reprendre les négociations pour conserver nos forces». Cette voie l'emportera, avec notre appui total. Dans les jours qui suivent: reprise de la négociation, avec une grande manifestation de soutien dans la ville, pour assurer une pression de l'opinion sur la Sonacotra.

L'ACCORD, signé le 19/11/79, mentionne:

- l'élection d'un Comité de Résidents, par LES SEULS résidents.
- droit de visite, de réunion, d'affichage.
- la chambre est déclarée domicile privé inviolable (le gérant ne pourra plus y pénétrer comme il veut...).
- limitation des prérogatives du gérant à la seule GESTION.
- pas d'expulsion sans accord du Comité de Résidents, sauf en cas de non-paiement et de «péril-en-la-demeure» (?).

DOCUMENTS : Communiqués et contre-communicés parus dans «L'Union» journal local.

Un communiqué du P.C.F. sur la SONACOTRA

Nous voulons également souligner l'action déterminante menée par la municipalité et tout particulièrement par Jackie Perlot, adjoint communiste chargé des affaires sociales, qui s'est attaché à créer les meilleures conditions possibles pour que les négociations aient lieu, pour les expulsions prononcées par une décision inique du tribunal de Reims soient évitées, pour que soient reconnus les droits fondamentaux des travailleurs immigrés.

Soutenus par le P.S. et la C.F.D.T., le Comité de coordination et le Comité de soutien entendaient chapeauter la lutte dans tous les foyers, et voulaient se servir des travailleurs immigrés plutôt que de défendre leurs intérêts.

Desavoué à Reims, comme ailleurs, ce Comité de coordination parle aujourd'hui de «recul stratégique». La réalité c'est que les accords obtenus foyer par foyer se sont conclus malgré et contre lui. La réalité c'est que les mots d'ordre et formes d'actions aventuristes avancés par le Comité de soutien, la C.F.D.T. et les organisations gauchistes ont été rejetés par les travailleurs immigrés qui ont reconnu la juste des positions, qui ont toujours été celles du Parti communiste.

Un communiqué du comité des résidents

Les Comités des résidents «Sonacotra» nous prient d'insérer:

Le 19 novembre, nous avons signé un protocole d'accord avec la Sonacotra. Celui-ci met fin à un conflit de quatorze mois. Les négociations commencées à la sous-préfecture se sont terminées à l'hôtel de ville de Reims en présence d'élus municipaux

Au cours des quatre rencontres, la négociation s'est déroulée sur la base des dix revendications de la plate-forme revendicative du Comité de Coordination des Foyers en lutte. Sur sept de ces dix points, la Sonacotra et les résidents ont trouvé un terrain d'accord. Il s'agit du Comité des résidents, d'un Super-Comité, du droit de réunions, d'affichage, de visite, de la gestion du budget d'animation, du départ d'un gérant indésirable, des réparations envisagées dans les deux foyers, de l'inviolabilité de la chambre.

Par contre, la Sonacotra a refusé de baisser et bloquer les revendications.

Finalement nous avons signé un protocole d'accord. A la Sonacotra de tenir ses engagements dans les mois qui viennent, nous résidents nous tiendrons les nôtres!

Cet accord a été signé avec l'accord du Comité de Coordination puisque ce dernier, face à la répression impitoyable de la Sonacotra a enjoint à tous les Foyers de négocier foyer par foyer.

Pourquoi alors le Parti communiste (communiqué de l'Union du 21 novembre) déclare-t-il que nous avons signé «malgré et contre» notre Comité de Coordination? Pourquoi s'en prend-il avec violence à ce comité auquel nous avons toujours appartenu et dont nous sommes fiers? Pourquoi s'en prendre ainsi à notre Comité de soutien et à des organisations syndicales et politiques qui ne nous ont jamais «chapeauté» mais nous ont soutenu de façon désintéressée, avec

courage et vigueur? Nous, Comités des résidents Sonacotra, nous voulons leur dire notre reconnaissance et notre solidarité combattante. Nous leur demandons de rester vigilants avec nous face aux menaces qui pèsent plus que jamais sur les résidents immigrés.

● U.C.F.M.L. - En vertu du droit de réponse, à la suite de l'article du P.C.F. paru dans l'Union du 21 novembre 1979, l'Union des communistes de France marxistes-léninistes (U.C.F.M.L.) mise en cause vous prie d'insérer:

Il faut le dire tout net: les négociations directes entre les comités de résidents et la Sonacotra constituent une victoire pour le mouvement de grève. Une victoire pour trois raisons essentielles:

- Il n'y a pas eu d'expulsion: la force organisée des résidents reste intacte avec à leur tête les comités de résidents.

- Les foyers ne sont plus les prisons livrées à l'arbitraire de gérants racistes, comme c'était le cas avant la grève. Le droit de visite, de réunion, l'inviolabilité des chambres sont acquis.

- Demeurent intactes les possibilités de mener les luttes futures contre tout ce qui viendrait à remettre en cause les acquis de la grève (notamment la sinistre loi d'Ornano qui voudrait «encaserner» tous les foyers: immigrés, jeunes travailleurs, handicapés, vieux).

Cette victoire est un exemple pour tous, français et immigrés: ce qui l'a rendu possible, c'est l'autonomie du mouvement, dotée de sa propre direction locale (comité de résidents) et nationale (comité de coordination), menant ses propres batailles et fort de sa propre plateforme, jusqu'à imposer des négociations et cela hors de tout carcan syndical, hors du contrôle de

partis parlementaires de droite ou de «gauche».

Il faut méditer cette leçon: avoir sa propre politique et sa propre organisation, c'est la condition du succès, aujourd'hui, pour tout mouvement populaire, quel qu'il soit. C'est cette voie que nous, les Marxistes de l'U.C.F.M.L., soutenons partout sans relâche. Le mouvement Sonacotra en est, aujourd'hui, la vivante illustration.

C'est précisément cela qui déchaine la haine du P.C.F., dans son communiqué publié dans l'Union du 21 novembre. Le P.C.F. ne peut dissimuler que la négociation est une victoire. Ce qu'il lui faut dissimuler, par contre, c'est que cette lutte et cette victoire se sont faites en dehors de lui. Le P.C.F. veut faire croire aux ouvriers et au peuple qu'ils ne peuvent rien sans lui. L'image d'un peuple qu'il veut imposer, c'est celle d'une masse de manoeuvre docile, tout juste bonne à lui servir de marche-pied pour aller au pouvoir.

Le mouvement Sonacotra est un cinglant démenti à cette image: c'est pourquoi le P.C.F. en est réduit aux injures, à la haine et aux mensonges. Cela doit nous éclairer sur la véritable nature anti-populaire et la mentalité de dictateur de ce parti.

Plus que jamais, soutenons le mouvement Sonacotra, grande lutte ouvrière indépendante, pour l'unité combattante et l'égalité de tous les droits entre Français et immigrés. Rappelons à ce sujet que l'existence d'un puissant mouvement Sonacotra est le pilier de la lutte contre la loi Bonnet-Stolér qui doit être débattue prochainement au Parlement.

- exclusion d'un gérant raciste (déjà acquise dans les faits par la séquestration, voir ci-dessus).
- mise en route de travaux de réfection divers.
- 20% de «remise» des arriérés, avec facilités de paiement en fonction de la situation personnelle et familiale.
- reprise des paiements du loyer.

LES CONSÉQUENCES ET LA SITUATION ACTUELLE

- LA MANOEUVRE DES RÉVISIONNISTES ÉCHOUÉ :

Lors de la reprise des négociations, les révisionnistes, en l'occurrence un conseiller municipal P.C. responsable aux affaires sociales agissant au nom de la municipalité, s'étaient empressés de jouer les entremetteurs entre la Sonacotra et les délégués. Ceux-ci, très méfiants, acceptent cependant. Mais ne voilà-t-il pas que la veille de la rencontre, le conseiller P.C. leur demande à être présent pendant la négociation en tant qu'«observateur». Assez habilement, les délégués répondent: soit, mais à condition que soient présents deux autres observateurs (1 PS, 1 PSU), puisque la municipalité est composée de ces 3 tendances.

Le lendemain, dans le journal, les révisionnistes célèbrent les négociations dans un communiqué, s'attribuant tout le mérite:

- 1) des efforts du P.C. et en particulier du conseiller municipal, «dont les efforts ont été déterminants».
- 2) de la justesse de leur ligne politique. Ils rappellent qu'ils ont toujours été pour les négociations foyer par foyer et jettent pêle-mêle dans le même sac Comité de Coordination, Comité de Soutien, organisations révolutionnaires, CFDT, P.S....

Les jours qui suivent voient toute une série de communiqués des organisations attaquées (dont la nôtre) et un communiqué du Comité des Résidents rétablissant la vérité, dénonçant la manoeuvre du P.C.

C'est l'isolement total des révisionnistes.

- L'OFFENSIVE DE LA SONACOTRA :

95% des résidents des deux foyers ont signé le protocole d'accord. Seuls une douzaine avaient refusé, sur une position individualiste: se sentant assez forts pour se défendre eux-mêmes, ayant déjà prévu un relogement individuel, et pensant n'être expulsés qu'en Mars.

Le mercredi 28 Novembre à 5 heures 30 du matin, 160 CRS débarquent et les expulsent. Le soutien et les organisations révolutionnaires arrivent vers 7 heures et trouvent les délégués peu étonnés, (la plupart des expulsés étaient détestés des résidents, à cause des bagarres et de leur attitude méprisante vis à vis du mouvement), mais quand même tracassés. Finalement, le reste de la journée se passe sans autre réaction qu'un communiqué de protestation dans le journal local.

Le lendemain, jour de la réouverture du lieu social du foyer que constituent le bar et la salle de télévision (fermés momentanément à la suite d'une bagarre), l'offensive de la Sonacotra se confirme: hausse des consommations de 0,50 F, fermeture de la télévision après 20 h 30 (en punition pour les bagarres), morgue retrouvée (après 1 an !) du barman. Ce même jour dans le journal local, à côté du communiqué de protestation, gros article placard à la gloire de la Sonacotra: «la grève est finie; 18 irréductibles ont été expulsés hier matin; ils avaient refusé de ... ».

Le bilan de masse est divisé: une minorité continue d'approuver l'accord, et pense qu'il faut réagir; la majorité est surprise de cette offensive de la Sonacotra, certains disent même: l'accord est bidon, non seulement on a perdu sur le fric, mais on risque de perdre les droits et les libertés obtenues dans le foyer.

- NOTRE POINT DE VUE :

La lutte n'est pas finie: le bilan de victoire dépend de la capacité des résidents à stabiliser le rapport de forces.

La question qui se joue est celle du pouvoir dans le foyer : pouvoir du Comité des Résidents, ou bien pouvoir de la Sonacotra. Evidemment, la Sonacotra voudrait bien que les choses redeviennent comme avant («fin de la grève dans les foyers») avec des Comités de Résidents transformés en gestionnaires des foyers, acceptant l'idée des augmentations de redevances, de l'expulsion des mauvais payeurs, ...

La lutte continue sous d'autres formes. C'est une nouvelle étape dont il faut connaître les caractéristiques. Pendant une année, les résidents ont vécu dans une espèce d'irréalité, garantie par la force même du mouvement: pas de loyers à payer, absence de la Sonacotra (surtout après la séquestration du gérant raciste et de son limogeage).

Maintenant l'ennemi revient. Une période de guérilla s'ouvre, portant sur tous les aspects de la vie intérieure au foyer. Seule désormais l'unité des résidents autour de leur Comité des Résidents peut leur donner la force d'affronter la Sonacotra. Cela suppose que les délégués soient solidement unifiés entre eux, cela suppose une grande liaison de masse avec les résidents: A.G. fréquentes, mobilisation immédiate des résidents en cas de problème...

Mais cette liaison de masse a pour point de départ actuellement un bilan correct et approfondi des négociations. Cela est très important.

A notre avis, les questions du fric, sur lesquelles peu a été gagné, sont des questions importantes et qui tiennent à coeur aux résidents, mais demeurent secondaires.

Il faut considérer comme une grande victoire tactique le fait que les résidents soient Dans le foyer (le directeur régional des foyers Sonacotra de l'Est a dit à un délégué: c'est vous - en parlant des délégués - qu'on avait voulu expulser) avec l'essentiel de leurs forces, de leur appareil: le Comité de Résidents, les arrières que constituent le Comité de Soutien, le Comité de Coordination, les organisations révolutionnaires comme la nôtre.

Bien sûr, une victoire ne vaut que par ce qu'on en fait, que si on l'exploite: ici en l'occurrence redéployer le mouvement dans les trois directions suivantes:

- faire un bilan correct et de masse de l'étape actuelle, de façon à mener à bien l'enjeu de pouvoir actuel dans les foyers.

Ce que veut la Sonacotra, c'est saper l'autorité des Comités de Résidents, c'est briser l'unité des résidents, leur cohésion.

Ce que de toutes façons il faut préserver, c'est l'unité des résidents. Les batailles ne vont pas manquer. Il ne faut pas aller à la bataille en ordre dispersé. Surtout que des résidents ne pourront pas s'acquitter entièrement de leur redevance mensuelle (redevance plus arriérés).

- faire un bilan de masse externe au foyer, vis à vis des sympathisants du mouvement, et de l'opinion publique en général. Certains n'ont pas bien compris le sens des négociations, ou bien sont influencés par l'idée: «la grève est finie». Bien leur montrer que la lutte continue, que le renforcement du soutien est tout aussi nécessaire qu'avant, ne serait-ce qu'en prévision du 15 Mars 1980. (date à partir de laquelle «légalement» les expulsions redeviennent possibles).

- à ces conditions, les foyers peuvent constituer des bases arrières importantes dans la mobilisation contre les lois racistes et contre les cas précis d'expulsion. Dans ce sens, nous commençons un travail commun avec les délégués sur la base de notre «Charte des droits des immigrés». Le but immédiat: recenser les résidents qui risquent d'être visés par les lois Bonnet-Stoléro (chômeurs, malades...) afin d'être prêts à se mobiliser sur des cas concrets.

A bas le P.C.F., chauvin, raciste, et anti-populaire ! (documents)

Le P.C.F. est déjà bien connu comme parti chauvin: ses affiches «Fabriquons Français», ses défilés sous le drapeau tricolore...

Ses caractéristiques de parti raciste sont plus méconnues dans l'opinion publique démocratique. Pourtant, dans la dernière période où s'accroissent les contradictions de classe sur le front de l'égalité des droits, le P.C.F. a manifesté avec force et immédiateté le caractère raciste de sa politique et de sa base de masse.

Nous avons pour objectif de faire campagne d'ensemble sur ce point. Pour cela, nous comptons travailler dans le Collectif de mobilisation pour l'unité français-immigrés avec l'O.C.F.M.L., les C.P.A.C., le Groupe Foudre et les Permanences Anti-Expulsions, à la rédaction d'un «livre noir» sur le racisme du P.C.F. Un travail ouvert à tous doit être lancé en ce sens par le Collectif.

Nous présentons ici quelques premières pièces du dossier:

- A Levallois, le P.C.F. ose organiser le premier référendum raciste de l'histoire de France. Présentant les immigrés comme «cas sociaux», générateurs de dégradation du cadre de vie, il organise les racistes de tous horizons par référendum, par manifestations de rue pour repousser hors de leur «territoire» le foyer d'immigrés. Reprenant leur argument habituel, il assène que 23% d'immigrés, c'est déjà trop.

DOCUMENTS

«La Voix nouvelle» No 530 :

«C'est certainement la première fois, depuis que je suis Maire, que j'entend battre à l'unisson le cœur de tous les Levalloisiens. Le projet de Foyer de la Sonacotra fait l'unanimité contre lui. C'est toute la ville qui veut autre chose que le Foyer Sonacotra pour les travailleurs immigrés».

(Parfait JANS, maire)

«La Voix nouvelle» No 532 :

«Car il faut bien dire les choses comme elles sont. S'il n'y avait pas eu l'action efficace menée par notre Maire, Parfait Jans, soutenu par la population, celle des communistes de Levallois, l'affaire serait déjà classée et le foyer d'immigrés serait en construction»

.../...

«Qu'en est-il résulté ? Ces messieurs ont tout fait pour transformer ces quartiers en ghetto en y implantant systématiquement des familles immigrées, qui, de plus, n'étaient même pas des familles Levalloisiennes. Ce sont donc eux qui ont grossi démesurément la population immigrée de notre ville au détriment des travailleurs français comme des immigrés eux-mêmes».

CONTRE LES FOYERS GHETTOS DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

LE GOUVERNEMENT DOIT RESPECTER LA VOLONTÉ DE LA POPULATION DE LEVALLOIS

Par référendum, à l'appel de leur maire Parfait Jans, les habitants de Levallois ont exprimé clairement leur volonté: à 98% ils ont dit NON à la construction d'un nouveau foyer pour travailleurs immigrés dans la ville.
Cette volonté doit être respectée par le gouvernement !
Nous exigeons qu'on en finisse avec les ghettos immigrés dans les municipalités à direction communiste.
Nous exigeons une répartition équitable de la population immigrée, la construction de structures d'accueil appropriées en particulier dans les villes de Rueil, Saint-Cloud, Neuilly, Sceaux.

Les 10 maires communistes des Hauts de Seine

L'affiche du P.C.F. après le référendum raciste, placardée partout dans Levallois, avec un drapeau tricolore dans le coin supérieur gauche.

- A Nanterre, le représentant P.C.F. le dit très clairement: les problèmes des autres villes sont réglés en se débarrassant sur Nanterre des cas sociaux et des immigrés ce qui a des effets désastreux par augmentation du vandalisme ? Il annonce d'ailleurs que le P.C.F. organise explicitement l'expulsion de ces cas sociaux, comme il organise l'expulsion hors de ses mairies des immigrés !

DOCUMENTS

«L'Éveil» Nov 79 (Journal local)

Yves Saudmont (maire P.C.F. de Nanterre et président de l'O.P.H.L.M.):

«Pendant 8 ans, le Préfet a abondamment utilisé l'Office de Nanterre pour régler les problèmes des villes dirigées par la droite qui se sont débarrassées d'un grand nombre de cas sociaux sur le dos de Nanterre. C'était le même principe en ce qui concerne le problème de l'immigration. Le cumul de ces deux points donne des effets désastreux. Il est vrai, en effet, qu'il y a une augmentation sensible du vandalisme et du non-respect du bien commun».

.../...

«Ces jours-ci quatre de ces familles ont été expulsées à notre demande. Par ailleurs, nous avons engagé des référés auprès du Tribunal pour une dizaine d'autres qui se livrent au tapage permanent, à de multiples dégradations, et même à des voies de faits sur des personnes et des biens.

Nous continuerons à agir dans ce sens avec l'ensemble des locataires, et, notamment, pour obtenir que les services de police remplissent leur mission de surveillance, ce qui n'est pas toujours le cas. ».

- A Villejuif comme à Levallois, on le voit défendre ouvertement «l'ordre» qu'il fait régner dans ces villes, le «droit pour les gens de vivre dans le calme et la sécurité», le droit pour les habitants de refuser et chasser les gens venus d'autres villes.

- Tout ceci va de pair avec des attaques redoublées contre l'autonomie du mouvement des foyers et contre le Comité de Coordination, ainsi qu'une nouvelle vague d'offensives anti-maoïstes, où ressortent tous les archétypes révisionnistes des «maoïstes fils à papa du 16ème, provocateurs, policiers, agents des boches».

DOCUMENTS

«Tract du PCF, section Nanterre - 23 Oct. 79» (après les expulsions du foyer de Nanterre):

« Nous nous élevons contre le comportement des forces de police, pour le moins agressif et provocant. Celles-ci n'ont pas hésité à boucler l'ensemble d'un quartier de notre ville. Une telle mobilisation montre que les forces de police à Nanterre ne sont pas prioritairement engagées pour assurer la sécurité des gens dans notre ville ou pour protéger les biens, mais pour la répression des travailleurs en lutte.

Nous tenons à souligner que dans cette affaire, des organisations (gauchistes et P.S.) ont joué les incendiaires. Toutes leurs actions, leur comportement ont été guidés par des préoccupations policières inavouables. Ils portent une lourde responsabilité dans les événements qui se sont déroulés aujourd'hui».

«Tract C.G.T. Gennevilliers» (après l'emprisonnement de Bouaziz - 14 Octobre 79):

« Aujourd'hui, pas plus qu'hier, il ne peut être question que la CGT cautionne d'une manière quelconque le Comité de Coordination qui refuse la négociation, entraîne les travailleurs immigrés dans des chemins sans issues et favorise toutes les provocations ! »

.../...

«de l'autre, ce que propose le «comité de coordination» MAIS C'EST QUOI AU FAIT ? C'est continuer la grève «jusqu'à la victoire». QUELLE VICTOIRE ? ? ? SUR QUOI ? ? ? Au bout il y a l'impasse, l'expulsion du foyer,

les saisies sur salaires, l'expulsion hors de France ...!
L'AFFAIRE BOUAZIZ ! Il ne faudrait pas oublier qu'il y a des millions qui se sont envolés et que cet argent est celui des travailleurs. Que les maoïstes souhaitent la libération de Bouaziz, cela s'explique sans doute par le fait qu'ils veulent empêcher que toute la lumière soit faite sur cette affaire - et pour cause - ils ne sont pas étrangers, pensons nous, à la «disparition» de quelques millions (il faut bien payer leur propagande...) ».

REIMS: une lutte victorieuse contre la circulaire Bonnet

Novembre 1979: trois étudiants étrangers sont menacés d'expulsion de France.

La cause en est simple, mécanique: ils n'ont pas obtenu la dérogation nécessaire à leur réinscription en faculté, faute d'un «dossier scolaire suffisant». D'autres plus nombreux encore n'ont pas obtenu le transfert de leur dossier d'une université à l'autre et ne sont plus inscrits.

Quand un étudiant étranger n'est plus inscrit, alors le couperet de la circulaire Bonnet tombe: il est soumis à l'expulsion immédiate puisque, pour avoir une carte de séjour, il faut être inscrit en faculté.

L'an passé, la lutte contre cette circulaire avait surtout porté sur le fait que des critères de police politique et d'argent conditionnaient l'obtention de la carte de séjour pour les étudiants étrangers.

Cette fois, il s'agit du versant plus ordinaire, plus social, mais ô combien efficace de la circulaire Bonnet.

En effet, l'opération - raciste par excellence - consiste à justifier l'insécurité des étrangers, leur expulsion par une idée de «bon sens»: l'égalité de tous, français et étrangers, devant les examens et l'accès à l'université. Car des français, et en plus grand nombre que les étrangers, ont aussi épuisé leur quota de sessions d'examens et n'ont pas obtenu de dérogations.

Alors, faut-il «favoriser» les étrangers pour les dérogations sous prétexte qu'ils vont être expulsés ? Voire, faut-il leur donner des notes supérieures pour leur éviter l'expulsion ?

Drapés dans leur dignité universitaire de fonctionnaires peureux, sous l'avalanche des arrêtés, décrets, circulaires, qui une à une les mettent à genoux, les autorités universitaires s'offusquent, se scandalisent. «Accorder des dérogations à des gens qui ne manifestent pas la plus petite volonté de présenter au moins une note supérieure à celle de l'an passé ? Impossible. C'est le sérieux de l'université qui est en cause !».

Et d'éplucher les cas individuels pour trouver la cause financière, familiale, sentimentale, médicale qui permettrait de comprendre de tels désastres scolaires et d'en faire réchapper un ou deux.

Seulement voilà, il reste trois irréductibles que rien ne permet de comprendre.

La lutte s'engage.

D'abord, à l'initiative des marocains de l'UNEM, qui, appuyés par l'UNEF, parachutent un Comité de Défense des Étudiants Étrangers (CDEE) et lancent une grève puis un siège du bureau du doyen - sans résultat.

Une grève de la faim s'organise. En plein milieu de la salle des professeurs, une vingtaine d'étudiants campent et font cette grève.

Très vite, la grève risque de s'enliser dans l'affrontement entre cliques parlementaires (le doyen est PS) et surtout dans l'isolement des étudiants étrangers. Des querelles sordides, dignes de ces chiffonniers politiques, s'engagent entre UNEF, MAS, UEC, étudiants socialistes... Et surtout, ces gens n'ont absolument pas compris le seul objectif qui tienne: exiger, au nom du refus de la circulaire Bonnet et de son inapplication, le principe des dérogations systématiques.

Nous appelons tous les lecteurs du journal à contribuer à la rédaction de ce dossier, en envoyant leurs documents (ou photocopies) et éléments d'information, à venir renforcer le travail pour créer un Comité pour la libération de Bouaziz.

Le P.C.F., voilà celui qui recrute et organise les racistes dans les usines et quartiers populaires. Voilà la nouvelle cible des anti-racistes.

Ces gens mendient des têtes à sauver, imposent le réexamen des dossiers individuels. Terrain où doyen et président d'université jouent sur le velours.

Les maoïstes interviennent.

Nous intervenons en soutenant cette grève et posons trois objectifs à la bataille:

-1) **Qui est pour, qui est contre la circulaire Bonnet.** Chacun, y compris les autorités universitaires, doit s'engager publiquement sur ce point.

-2) **Si on est réellement contre cette circulaire, on est contre son application.** Ce qui veut dire, pour les autorités universitaires et dans la fonction qui est la leur, d'accorder des dérogations au nom d'un refus de principe des expulsions. Il faut exiger que soit cassé le lien automatique entre l'inscription en faculté et le droit de séjour. Accorder les dérogations, c'est casser ce lien en pratique.

-3) **Il n'y a pas plus de sens à limiter les inscriptions d'étudiants français que celles des étrangers.** Il est évident que Saunier-Séité (secrétaire d'État aux universités) cherche à vider les facultés d'un grand nombre d'étudiants pour en faire une institution d'accès sélectif où la quincaillerie technologique se substitue à la pensée. Les mesures contre les étudiants étrangers doivent être prises comme un pas important dans l'intériorisation chez tous les étudiants de cette «université de crise».

Nous nous adressons, en ce sens, aux étudiants français. Une pétition, condamnant les lois Bonnet-Stoléru, la circulaire Bonnet et exigeant que toutes les dérogations soient accordées circule chez les professeurs. Elle réunit une vingtaine de signatures. Les syndicats enseignants rasent les murs: aucune prise de position, sinon, en sous-main, un appui discret et lâche au doyen.

Devant l'obstination des grévistes et notre manière de poser le problème, le doyen et le président de l'université se sentent embarqués sur une galère au gouvernail désormais incontrôlable. Diable ! Pousser son anti-racisme d'honnête homme jusqu'à accorder des dérogations comme principe d'inapplication de la circulaire Bonnet !

C'est trop. Ainsi, ils se dépêchèrent d'accorder toutes les dérogations pour ne pas avoir à prendre position sur le principe.

Victoire fragile donc, mais importante. Les camarades ne seront pas expulsés.

Cette affaire est importante car elle montre comment aujourd'hui l'idéologie de l'égalité scolaire peut constituer une arme de discrimination raciste et un instrument d'expulsion. Elle montre aussi la démission complète des forces de feu l'Union de la gauche et le sordide consensus qui est en train de se mitonner sur le dos des étrangers dans les facultés, moyennant quelques privilèges frileux dans un monde déchaîné.

Mais pour tenir ce genre d'affaire, il faut bien autre chose qu'un appel à la solidarité sentimentale ou à la défense des étrangers. Ligne faible, inopérante et qui risque même d'alimenter le camp raciste.

L'antiracisme ne peut aujourd'hui rester confiné aux sentiments. Il faut une politique, une unité politique français-immigrés, en trouver les termes et les mots d'ordres.

Un point essentiel et décisif de la capacité pratique de la politique maoïste aujourd'hui.

LA VIE DES ORGANISATIONS MAOISTES

C.P.A.C. REIMS : QUARTIER, A.N.P.E., USINES...

Quartier, ANPE, usine ... non pas tant l'addition de trois lieux d'intervention du CPAC que l'itinéraire suivi dans son travail politique pour enquêter et intervenir sur le fait du chômage et des licenciements.

TROIS LIEUX POUR UN OBJECTIF :

Apprendre aujourd'hui sur la conscience ouvrière et populaire de la crise et du chômage, conscience qu'il faut encore questionner pour que s'élaborent des points d'une charte pour l'engagement d'une grande bataille politique !

75-78 : Le CPAC combat toutes les manifestations de la crise sur un quartier populaire : les augmentations de loyer, de chauffage, les saisies et les expulsions, les impôts locaux ... On engage certaines batailles : la révolte est grande ... mais la résignation aussi !

Dans cette résignation, la présence de plus en plus forte des chômeurs pèse d'un grand poids.

Comment faire pour qu'ils ne soient pas retranchés de la vie politique après l'avoir été du travail ?

Les chômeurs doivent prendre place dans le CPAC !

Mais si le quartier, c'est là où ils vivent, c'est en même temps dans l'isolement et totalement déracinés de leur lieu de travail. A bien y réfléchir, si le quartier peut être la chambre d'écho, il ne pouvait être le lieu où se constitue la force collective des chômeurs.

79 : Le CPAC décide alors d'aller à l'ANPE, là où les chômeurs pointent tous les 15 jours... les files d'attente sont longues et s'allongent encore ... à part les vieilles connaissances d'usine qui se retrouvent, ces files sont plutôt silencieuses. Mais à notre intervention, elles s'animent. Il faut dire que jamais aucune force politique n'est venue s'aventurer devant l'ANPE !

« L'Etat et la bourgeoisie impérialiste veulent disposer de deux catégories de travailleurs :

- d'un côté jeunes, femmes, immigrés, intérimaires, travailleurs à temps partiels SANS DROIT, sans protection sociale ; une main d'œuvre précaire, mobile, qui entre et sort du marché du travail à la guise du patron.

- de l'autre, ouvriers et employés qualifiés, techniciens, travailleurs qui sont davantage protégés, mais A TERME menacés aussi comme le sont aujourd'hui les sidérurgistes.

Contre cette volonté de contester les acquis de la classe ouvrière à une partie d'entre elle, pour ensuite les contester à l'ensemble de la classe ouvrière, constituons un camp anticapitaliste, anticrise, antichômage. Et les chômeurs ne sont pas exclus de ce camp, bien qu'isolés de la production, ils doivent revendiquer leur droit à la vie sociale et politique »

Cette idée intéresse car elle considère les chômeurs comme une force qui n'est pas perdue, capable de témoigner contre le chômage : et chacun de nous mon-

trer combien le droit au travail devrait être un droit absolu d'où on tire sa dignité et tous les autres droits. Que ce soit les plus vieux chômeurs, les plus désœuvrés par la perte de leur travail, pleurant de rage : « on n'est pas foutus, on peut encore travailler » ; mais aussi les plus clairvoyants sur l'ensemble, sur les partis, la crise, la guerre. Ou les plus jeunes, n'ayant jamais travaillé, sinon quelques mois par intérim ou par contrats temporaires, trainant leur « semblant » d'indifférence à la société qui cache une révolte sourde. Ils ne veulent pas de n'importe quoi, ils veulent un travail correspondant à leur qualification ! Et de temps en temps, ils travaillent par intérim ! Les femmes aussi, les plus touchées par le chômage, qui revendiquent leur droit au travail à égalité avec les hommes et refusent d'être les « bouche-trou » de la production ! Mais qui désertent facilement l'ANPE qui ne leur offre qu'une couverture sociale qu'elles peuvent avoir par leur mari et restent, forcées, au foyer pour s'occuper des enfants ou faire le troisième ! Les immigrés enfin, qui ont refusé en masse de se faire acheter à un million pour retourner dans leur pays, mais pour qui la lutte contre les lois racistes Barre-Bonnet-Stolérus est vitale pour leur droit à travailler en France.

Les chômeurs les plus conscients veulent témoigner pour combattre, pour que l'expérience du chômage serve à ceux qui ne le connaissent pas encore, et appellent à la résistance. Témoigner pour les chômeurs, c'est d'abord se rendre utile, cela peut être ensuite faire partie de la résistance elle-même, l'entreprendre avec le CPAC.

L'ENQUETE VIVANTE

Le CPAC prend rendez-vous, arrive avec son magnéphone, recueille les idées des chômeurs sur les droits d'un chômeur, ses explications du chômage. Il repart, écoute la bande, concentre ses idées, et voit ce qu'il faut approfondir. Il reprend rendez-vous et enregistre à nouveau : les idées se précisent, les points essentiels de révolte apparaissent : le retour des femmes au foyer - ou les millions pour vous faire taire, - ou les contrats, - ou la tension, les pressions dans l'usine !

Autour de la table, souvent il n'y a pas que le chômeur et le CPAC ; il y a le mari qui a encore du travail, il y a le voisin dont la femme est menacée de licenciement !

Le débat s'engage sur les raisons de la crise : le progrès, l'automatisme, les usines à l'étranger, l'impérialisme. Parfois, le CPAC n'est pas à l'aise dans ses réponses, pas convaincant. Par exemple : sur l'idée d'une « solution » de la crise par la relance de la consommation populaire ; argument révisionniste, il le sait, mais qui fonctionne souvent dans la tête des gens. Comment le démontrer ? Alors le CPAC en parle dans sa réunion et travaille.

Les gens veulent en savoir plus sur le CPAC. Leur témoignage est en même temps une enquête sur notre analyse de la situation, sur la politique dont nous sommes aujourd'hui capable.

Dans le cours des discussions, des questions plus générales viennent sur le tapis.

Ainsi sur le rapport à l'Etat, puisque telle est la question posée par la révolte contre le chômage. Balancement maintenant connu entre la « fascination » de la violence type Brigades rouges, et les élections voire même l'abstention comme mode de pression sur l'Etat et les partis politiques. Balancement qui fait toujours l'économie de la politique, la politique révolutionnaire ! Alors, ils nous questionnent sur elle. C'est comme cela que le CPAC Parle du maoïsme, du Parti qu'il faut édifier, des organisations révolutionnaires et populaires qu'il faut édifier en réunissant l'avant-garde, ceux qui parmi les ouvriers et le peuple veulent travailler à la révolution et à une autre société.

Voilà quelle a été la démarche militante du CPAC pour écrire sa brochure « 1, 2, 5 millions, la classe ouvrière n'est pas à vendre »

Cette brochure c'est déjà une forme pratique d'unité entre chômeurs et travailleurs puisqu'en témoignant sur le chômage, elle s'adresse à tous ceux qui sont menacés dans leur travail pour combattre les licenciements.

C'est aussi un premier rassemblement des idées et des forces contre le chômage et les licenciements. Les témoignages, ce sont les ouvriers et le peuple qui parlent sur eux-mêmes et qui, confrontés au point de vue, à la politique du CPAC, font émerger les premiers points d'appel à la résistance ouvrière et populaire.

7 POINTS SE DÉGAGENT DE CES TÉMOIGNAGES

1. LA CLASSE OUVRIERE N'EST PAS A VENDRE DROIT ABSOLU AU TRAVAIL !

- Exigeons la vérité sur la situation de l'usine et les propositions patronales. Evitons les issues individuelles par des décisions collectives en assemblée générale.

- Organisons nous contre les « départs volontaires », les millions proposés en échange de notre droit au travail !

- Organisons nous contre l'expulsion des travailleurs immigrés, qu'elle soit monnayée (« le million ») ou non (loi Barre-Bonnet-Stoléro).

- Non aux indemnités qui font vivoter ! Nous voulons travailler et vivre !

2. DROIT DES FEMMES A TRAVAILLER, MEME EN PERIODE DE CRISE !

- Résistons à la campagne qui vise le retour des femmes au foyer !

- Que la politique familiale ne soit pas prétexte au travail précaire et « bouche trou » des femmes dans la production.

3. DROIT DES IMMIGRÉS A RESTER VIVRE ET TRAVAILLER EN FRANCE !

- Refusons les primes de départ.

- Organisons nous contre l'expulsion des travailleurs immigrés.

- droit au travail pour les jeunes et les femmes immigrés.

4. DROIT DES JEUNES A TRAVAILLER DES LA SORTIE DE L'ECOLE !

- Droit de choisir la formation qui leur plaît.

- Pas de formation sans emploi assuré et sans véritable salaire.

5. SUPPRESSION DE L'INTERIM ! SUPPRESSION DES CONTRATS A DUREE LIMITEE !

- A l'usine, refusons le système d'interim et de contrats à durée limitée ! Exigeons l'embauche définitive de tous.

- Faisons l'unité entre ouvriers embauchés et ouvriers intérimaires et sous contrats !

6. POUR LE DROIT DES CHOMEURS !

- Pour le respect des chômeurs : moins de paperasseries, moins de tracasseries : des emplois.

- Pour l'égalité dans les faits de leurs droits sociaux : sécurité sociale, prestations familiales ... y compris pour les femmes et les jeunes qui n'ont jamais travaillé.

- Droit de refus d'un emploi ne correspondant pas à sa qualification, ou loin de son domicile.

- Formation réelle et gratuite pour les chômeurs.

7. A L'USINE :

- Pas de nouvelles machines sans formation de l'ouvrier, ni maintien de tout le personnel !

- Résistons aux hausses de cadences qui surexploient certains pour en mettre d'autres au chômage !

- Face au chef et au patron qui provoquent l'ouvrier pour le faire partir, l'ouvrier a toujours raison ! Son équipe doit s'arrêter et le soutenir.

Ces 7 points recueillis dans les témoignages des chômeurs et des travailleurs, puis systématisés par le CPAC sont en opposition totale avec ce que font dans les faits les syndicats :

- Les syndicats ne luttent pas pour le droit absolu au travail car ils ne veulent pas abattre le capitalisme ; ils veulent seulement l'aménager.

- Ils n'ont jamais rien organisé contre les primes de départ ou de mutation (voir l'exemple de Longwy), contre le million des immigrés (voir les mesures Stoléro) ; ils sont pour le « chacun pour soi », la solution individuelle.

- Ils ne sont pas pour toute la vérité à dire aux ouvriers, puisqu'ils sont eux-mêmes dans le secret des licenciements, des mesures de restructuration. Et de cette vérité, ils n'en font pas une leçon d'ensemble pour tous les ouvriers.

- Ils ne sont pas pour l'égalité des droits entre français et immigrés ; ils sont pour le statut spécial de l'immigration, pour un certain pourcentage d'immigrés dans les communes.

- Ils ne sont pas contre l'intérim ; ils sont pour la nationalisation de l'intérim.

- Ils ne considèrent pas les chômeurs comme une force à rallier aux ouvriers contre le chômage ; ils proposent seulement de les aider, de les assister !

- Ils ne défendent l'ouvrier que s'il n'est pas « en faute » ou que s'il est syndiqué.

Les syndicats, s'ils donnaient autrefois l'impression d'obtenir des miettes à redistribuer à la classe ouvrière, sont aujourd'hui, en période de crise, impuissants à gagner quoi que ce soit ; de plus, ils sont pour le projet politique du PCF, celui du capitalisme d'Etat.

Contre les licenciements et le chômage, il faut non seulement toucher le patronat, mais aussi l'Etat et la politique, imposer un rapport de force. Il existe déjà une forme de ne plus vouloir le capitalisme, c'est de refuser son système parlementaire, c'est ne pas voter.

Oui, ne pas voter pour proposer une alternative révolutionnaire, conclut le CPAC :

- L'organisation de l'avant-garde des ouvriers et du peuple dans les CPACs et dans les noyaux communistes de l'UCFML.

- La construction d'un programme de la révolution dans les luttes ouvrières et populaires, dans les mouvements démocratiques.

- L'étude du marxisme - léninisme, maoïsme pour être forts et voir loin.

QUE DIRE DE CETTE BROCHURE AUJOURD'HUI APRES 2 MOIS D'UTILISATION ?

- Elle se vend, surtout là où le CPAC intervient de façon prolongée : devant l'ANPE, devant une usine ; c'est un bon outil de propagande qui nous permet d'augmenter notre réseau de contacts.

- Elle se discute ; mais témoigner ou discuter des témoignages ne signifie pas à soi seul s'engager dans la politique révolutionnaire. C'est un des outils d'unification au CPAC, mais pas le seul : il faut d'autres points d'appui politiques pour adhérer à l'ensemble du projet du CPAC : L'égalité des droits entre français et immigrés, le mouvement anti-raciste, la lutte contre les extraditions... et c'est là l'enjeu des réunions périodiques du CPAC avec un réseau élargi de sympathisants.

- Elle exige déjà plus : faire vivre les 7 points de la brochure en s'engageant dans les situations concrètes :

• à l'ANPE, concrétiser le 6 ième point : « le droit des chômeurs » en enquêtant sur le projet de loi passé à l'Assemblée Nationale qui vise à distinguer inscription à l'ANPE et maintien des prestations sociales.

• à l'usine, travailler à l'organisation de la résistance ouvrière au chômage et aux licenciements, à la constitution d'un point de vue de classe, sans lequel l'unité populaire ne peut exister (cf. Longwy 79 : Illusions et réalité de la lutte de classe ouvrière)

C'EST POURQUOI EN SEPTEMBRE 79 ...

le CPAC prit la décision d'intervenir avec sa brochure devant les usines qui menaçaient de licenciements pour en apprendre sur la conscience ouvrière et collective face aux menaces, pour matérialiser l'unité entre chômeurs et travailleurs !

Le choix ne fut pas difficile : une usine de femmes où le chantage au « départ volontaire » pour 2 millions s'exerce depuis quelques mois sur celles qui manquent souvent. Tout se passe très vite et dans la clandestinité : à la réception d'une lettre, elles montent au bureau et si elles acceptent, elles quittent l'usine sur le champ, deux millions en poche. Malgré le silence orchestré par syndicats et patronat, le bruit se répand mais pas assez pour constituer une force collective contre ces licenciements camouflés.

En septembre nous rendons l'affaire publique, et appelons à la vigilance contre d'autres attaques du patron si les ouvrières ne réagissent pas à cette atteinte au droit du travail.

Une usine de femmes, un syndicat depuis longtemps rejeté pour incapacité et collaboration : un tract du CPAC qui met sur la place publique ce qui était tu depuis longtemps ; cela donne de nombreuses discussions à la porte de l'usine, quelques brochures vendues et quelques adresses échangées. Le CPAC renoue avec un travail d'usine passionnant mais difficile : oui, c'est un licenciement camouflé, disent les femmes, mais que faire ? puisqu'elles ont bien voulu partir, puisque la crise est partout, puisque l'usine va être fermée, puisque ça ne « nous » touche pas encore !

Pas pour très longtemps : le syndicat annonce lui-même au cours d'un quart d'heure de grève, les réductions d'horaires pour une partie de l'usine. Bien que l'arsenal offensif du patron se précise, l'heure n'est pas encore à la révolte car « on n'y perd pas de trop ! », les indemnités chômage complétant la paye.

Le CPAC réintervient : « Qu'est-ce qui nous pousse à penser ainsi ? à être défaitiste, individualiste, à penser à court terme ? La bourgeoisie qui attaque dur, qui divise, qui achète les ouvriers, mais aussi le syndicalisme qui entretient la division, le « chacun pour soi », l'esprit de délégation de pouvoir. Pour être forts, pensons autrement ! servons nous du marxisme, la science des ouvriers, appliquons le à la réalité de l'usine ».

**comité populaire
anti capitaliste
de reims**

**1,2,5 millions...
la classe ouvrière
n'est pas à vendre**

témoignages pour une politique
anti capitaliste contre les
licenciements et le chômage.

- septembre 79 -

La brochure du C.P.A.C. Reims
(peut être commandée au journal. Prix 5 Francs).

Et avec certaines femmes, nous discutons de nos propositions :

- Exigeons la vérité sur l'avenir de l'usine ; pas d'indemnités chômage mais maintien intégral du salaire.
- Le salaire des femmes n'est pas un salaire d'appoint. Pour le droit des femmes à travailler !
- Refusons l'augmentation des cadences, refusons les coups de bourre dans la production !

Avec d'autres, le défaitisme face à la possibilité de se battre contre les licenciements, se nourrit d'espoir d'un rachat de l'usine.

Puis, quand la direction annonce 40 licenciements pour la fin de l'année, le CPAC appelle à la résistance aux licenciements. Bien que confronté à une forte résignation qui rend difficile l'engagement réel de ces femmes, il combat le défaitisme en répondant point par point à leurs arguments et en faisant valoir que le CPAC entend RESISTER et appeler à la RESISTANCE. Il enquête sur les modalités concrètes de cette résistance, les objectifs mêmes minces qui pourraient l'organiser.

Ainsi le CPAC apparaît d'abord comme celui qui est capable de savoir, en pratiquant l'enquête, et en étant organisé.

Il faut maintenant aller plus loin, trouver une forme d'opposition aux 40 licenciements annoncés.

Ces débats, cette expérience de résistance, feront matière à une nouvelle brochure, de même que nos enquêtes sur l'intérim, les contrats ... C'est ainsi que le CPAC compte approfondir et matérialiser les 7 points d'unité politique cités plus haut. Par cet article dans le Marxiste-Léniniste, et par la diffusion de sa brochure : « 1,2,5 millions, la classe ouvrière n'est pas à vendre » le CPAC de Reims témoigne de la nécessité d'une mobilisation militante des CPACs et des noyaux communistes de l'UCFML sur ce front du chômage et des licenciements.

C. P. A. C. NORD : L'AFFAIRE DU PORT

Au mois de décembre 78, sur un marché de Gennevilliers, trois ouvriers immigrés, résidents du foyer AFRP de la cité du Port sont venus vers nous et nous ont dit : « Le foyer est en grève, il faut venir nous soutenir ».

La cité du Port: la ségrégation raciste du P.C.F.

La cité du Port, le foyer AFRP ne sont pas des inconnus pour nous. Nous y sommes intervenus depuis sa création en 76, et nous connaissons les gens qui y habitent depuis plus longtemps encore : une centaine de familles algériennes et portugaises aux nombreux enfants, 6 à 700 ouvriers «célibataires» dans deux foyers AFRP et ADEF. Dans le réseau des autoroutes de Pontoise et de Nanterre, et des grandes routes qui desservent le Port de Gennevilliers, sur une mince lande boueuse, accessible à pied par un étroit boyau passant sous l'autoroute, on a entassé tous ceux que les travaux de l'autoroute avaient délogés de leur ancienne cité de transit.

Pourquoi cet endroit ? Parce que la mairie de Gennevilliers a fait une obstruction totale à leur relogement dans la ville même : la préfecture les a donc placés là, sur un terrain de Gennevilliers mais qui lui appartient. Cela nous le savons, et nous avons dénoncé cette politique de ségrégation raciste de la mairie PCF dès 76. Mais les choses au quartier n'étaient pas si claires pour les habitants : c'est que la mairie avait pris soin de les encadrer de très près. Avant même leur aménagement dans la nouvelle cité, les agents du PCF — les gérants de foyers, l'Amicale des Algériens et l'Union Générale des Travailleurs Sénégalais — avaient organisé la grève des loyers. Objectif : réclamer à la préfecture d'être relogés dans une autre ville. En attendant, puisque telle était la perspective immédiate, on pouvait bien se passer de bus, de commerces, de téléphone, de centre de soins ... Un seul équipement a été immédiatement construit : une école. C'est que l'école est obligatoire et il aurait fallu accepter les enfants du Port dans les écoles de la ville. De plus, les instituteurs dévoués à la mairie complétaient efficacement l'encadrement.

La grève social-fasciste a tourné court rapidement du fait de notre offensive politique : les grévistes ont commencé à soulever la question de leur relogement en ville, des équipements indispensables ... Puis les choses sont restées en apparence stationnaires : à cette époque, nos interventions au Port se terminaient régulièrement au commissariat, l'un des gérants de foyer sortant ses chiens et son fusil et l'autre appelant la police.

Le mouvement des foyers permet d'avancer.

C'est le mouvement de grève des foyers qui a fourni l'espace où la révolte des habitants du Port a pu, à nouveau, se développer. Par un travail de plusieurs mois, un groupe de résidents du foyer AFRP a réussi à reconstituer dans le foyer une unité de lutte, à mettre sur pied un comité de résidents. En mai 78, le foyer se met en grève et malgré la vive opposition des agents révisionnistes présents dans le foyer (des délégués CGT de Chaussou, membres de l'UGTS - ceux qui dirigeaient la grève de 76), les résidents décident de rejoindre le Comité de Coordination et de faire figurer comme point essentiel de la plateforme de grève : « Non à l'isolement du quartier : un bus, des téléphones et des commerces au quartier du Port ». Les agents du social-fascis-

me sont pour l'instant neutralisés ; mais ils ressurgiront dès que la grève sera attaquée par la police ; ce sont eux qui se proclameront alors «nouveau comité» et qui maniganceront avec le gérant l'arrestation de Bouaziz, le principal délégué du comité de résidents. (cf : ML 37)

Le travail du C.P.A.C.

L'initiative du comité des résidents du foyer AFRP de venir nous demander un soutien nous trace immédiatement nos tâches, à l'UCFML et particulièrement au CPAC. Le foyer est engagé dans une âpre lutte sur deux fronts, contre l'Etat et contre la mairie PCF. Tout le travail du CPAC, de construction du camp du peuple se centre désormais sur la grève du foyer et la question du quartier-ghetto du Port.

Les axes du travail sont simples à définir :

1. souder la grève du foyer au reste du quartier ; que les grévistes de l'AFRP soient reconnus par les familles comme le détachement avancé de tout le quartier.
2. faire de la lutte contre l'isolement du quartier une bataille politique qui trace des camps dans tout Gennevilliers et au-delà. Ce dernier point est le point capital ; la mairie PCF ne chôme pas. Le maire Lucien Lanternier est propulsé orateur en titre du PCF sur les questions de l'immigration. Il passe à la télévision en face à face avec Stoléru. Jean Benoist, dans le Monde, lui accorde plusieurs articles en première page. A chacune de ces occasions, Lanternier exhibe le quartier du Port (il parle d'ailleurs de l'autre partie, celle qu'il tient encore en mains, la cité de transit du 51) et développe l'argumentation du PCF : mettez ces gens dans les mairies de droite.

Avec les Permanences Anti-Expulsions, le CPAC propose une journée porte-ouverte au foyer AFRP, qui sera aussi une journée vérité sur le quartier du Port. Elle a lieu le 24 avril. C'est un succès. Il viendra des gens de la ville en nombre appréciable. Certains seront bouleversés de voir la situation réelle du quartier et resteront en contact — ou même s'unifieront au CPAC.

Il faut passer à l'étape suivante : aller en masse à la mairie réclamer l'autobus. Le CPAC appelle à une réunion publique. Il y vient des gens contactés lors de la journée porte-ouverte ; et du quartier du Port lui-même, une famille. Le comité des résidents AFRP n'y vient que discrètement : il est clair que la contre-offensive du PCF commence dans le foyer et que le comité des résidents est confronté à de rudes luttes entre deux voies dès que se profile une attaque directe contre la mairie.

Quant au reste du quartier, les familles, le CPAC commence à faire l'apprentissage de l'état réel des contradictions au sein du peuple, car nous les touchons maintenant de plus près que nous ne l'avons jamais fait. Ce sont les femmes du quartier qui veulent lutter contre l'isolement, ces femmes du peuple immigrées qui ont 10 ou 12 enfants à nourrir, à surveiller, à protéger contre les descentes de police, mais à qui d'autre part la « morale » traditionnelle interdit même de sortir de chez elles. Et ce sont plus encore les jeunes filles immigrées, mais qui sont pour cela réprimées y compris par leurs frères du même âge. On réunit quelques unes de ces femmes et jeunes filles. Que fait-on ? Une descente au CET de Gennevilliers où le directeur et des professeurs racistes isolent puis renvoient les enfants du Port (dans le cas présent deux jeunes filles du Port de 16 ans). C'est un



L'arrivée au Port d'une première manifestation pour la libération de Bouaziz. (Photo U.C.F.M.L.)

travail de longue haleine : quant à gagner l'autobus, le CPAC semble prêt de se noyer dans un océan de contradictions.

Arrive un attentat raciste, un assassinat nonstrueux, un pur acte de terreur fasciste : le 16 juin, dans un autre ghetto de Gennevilliers — un «foyer» de la société de Travaux Publics SNPR, constitué de baraquas de chantier posées au centre de plusieurs kilomètres carrés de terrains vagues et d'entrepôt — un ouvrier est tué en plein jour par deux fascistes, à coups de revolver. Cet ouvrier a 42 ans, il est père de 8 enfants, il n'a jamais dû gagner plus de 2500 F par mois. Il est de ceux que l'on «charrie» gentiment car depuis des dizaines d'années qu'il est en France, il n'a jamais dû s'écarter une fois du trajet boulot-foyer, même pour aller boire un café par exemple. Ce crime frappe énormément les ouvriers immigrés de Gennevilliers, comme une illustration de ce que nul, désormais, n'est «à l'abri de la politique».

UCFML, CPAC et PAE appellent à un rassemblement devant le foyer SNPR. Vive émotion de tous les participants. Le comité de résidents du foyer AFRP est venu. Dans le boyau qui mène au Port, il y a deux ans, un de leurs camarades, Salah R., a lui aussi subi un attentat raciste. Rompre l'isolement de ces quartiers surgit comme une exigence évidente. C'est sur cet isolement que repose la terreur raciste. Sur le champ, on rédige une pétition réclamant bus et téléphone pour ces deux ghettos et réclamant l'égalité de traitement des immigrés et des français dans l'attribution de logements. On s'engage à aller en délégation à la mairie.

Le P.C.F. raciste et contre-révolutionnaire.

Le 7 Juillet, le maire reçoit donc une délégation constituée des habitants du Port et du SNPR, et du CPAC. Il faut dire qu'on l'a quelque peu forcé à nous recevoir en placardant partout dans la ville des affiches annonçant cette délégation. Le maire, flanqué de deux adjoints, est tendu à craquer. Il tente de refourguer sa politique de 76 aux habitants du Port. Le CPAC intervient : «Vous proposez aux immigrés de s'organiser avec vous pour se faire chasser de la ville ? » Le maire monte d'un ton. Aux habitants : «Vous n'avez tout de même pas l'intention de rester toute votre vie dans cette cité provisoire. Ça ne vous plairait pas un HLM à Neuilly ou à Sceaux ? » Les résidents très froidement : «Nous vou-

drions un HLM au centre de Gennevilliers comme les autres ouvriers». Il n'y a plus de marque désormais à la politique social-fasciste. Le maire pose comme diktat : «Il n'en est pas question ; il y a 28 % d'immigrés à Gennevilliers. C'est trop». Il ajoute : «Et la population me soutient ! » Mais nous aussi nous avons notre camp : il est là, matérialisé par une liasse de pétitions signées de français et d'immigrés. Il ne reste plus au maire qu'à lancer des menaces contre les militants du CPAC — «Je vous casserai la gueule ! » — et contre les immigrés présents, et à lever la séance.

La suite de l'histoire, c'est le déchainement de la répression contre le foyer AFRP, dans une collusion rarement aussi ouverte entre l'Etat et la nouvelle bourgeoisie social-fasciste. Nos efforts pour parer à cette répression — qui s'abat simultanément sur tous les foyers en grève — ne parviendront pas à empêcher d'atteindre provisoirement l'objectif lisible en filigrane dans les propos du maire : la destruction de cette avant-garde populaire qu'est le Comité des résidents du foyer AFRP. Le 27 septembre, Bouaziz, qui avait conduit la délégation à la mairie, est arrêté, sur une plainte calomnieuse portée contre lui par les agents de la mairie dans le foyer, avec la collaboration ouverte du gérant, la complaisance voyante du commissariat de Gennevilliers, la satisfaction évidente de la Préfecture de Nanterre, l'approbation officielle et sans vergogne de l'appareil PCF et CGT.

Lançons une campagne nationale pour la libération de Bouaziz, livré par la C.G.T.

Pour répondre à ce brusque élargissement de la bataille politique autour de la cité ghetto du Port, nous ne sommes pas sans armes. De cet élargissement, l'édification du camp du peuple, anti-raciste et anti-fasciste, doit tirer parti. Il faut lancer une campagne nationale pour la libération de Bouaziz. A Gennevilliers même, il y a de moins en moins de place pour les positions mitigées et l'indifférence. Nous l'avons déjà constaté en faisant signer la pétition : la politique de plus en plus agressivement anti-populaire et raciste du PCF n'est plus seulement une chose qu'on discute en en déplorant tel ou tel aspect. Des gens, nombreux parmi les immigrés bien sûr, mais des français aussi sont révoltés contre elle et veulent agir : des démocrates sincères d'une part, et d'autre part, les plus pauvres, les «parias». A nous de les regrouper à présent !

ETUDES MAOISTES

OU EN EST LA CRISE ?

6 ans après son déclenchement, la crise continue.

Il n'y a pas de profonde dépression, de «catastrophe économique» comme en 1929, mais le chômage continue à croître régulièrement en France et dans les pays les plus faibles du camp impérialiste, tandis qu'il n'a pas significativement diminué aux USA et en RFA et au Japon. Et l'inflation, elle, se maintient également à des taux supérieurs à 10% en France.

La crise, c'est l'aggravation des contradictions de la croissance capitaliste. Cette aggravation se manifeste par la baisse du taux de profit. Les causes de cette baisse du taux de profit sont multiples, ou plutôt se situent à des niveaux différents. Fondamentalement, il y a d'abord l'énorme accumulation du capital durant les 30 années de croissance de l'après-guerre. Cette masse du capital a cru si vite qu'elle n'arrive plus à tirer de l'exploitation des ouvriers et du peuple une masse de plus value suffisante pour maintenir le taux de profit. Aggravant ceci, il y a aussi qu'en France, depuis 1969, les salariés ont réussi à arracher aux patrons une part croissante de la production nationale. Autre facteur aggravant: la hausse des matières premières et du pétrole en particulier, en 1973. Cette hausse était provoquée alors par une très forte demande due au «boom» économique qui a précédé la crise.

La plupart des matières premières ont vu leurs cours s'effondrer de nouveau dès 1975, sauf le pétrole et le gaz. L'OPEP a en effet su se saisir de cette occasion, pour augmenter durablement les prix et créer ainsi une rente pétrolière prélevée sur les profits des impérialistes. On peut également citer, comme facteur aggravant la baisse du taux de profit et la crise, les résistances à l'extension du travail à la chaîne et du travail posté.

L'exacerbation des contradictions internes de la croissance capitaliste s'est manifestée dès la fin des années 60, à cette époque, cela a pris la forme d'une accélération de l'inflation, l'inflation étant une fuite en avant permettant de repousser une expression plus brutalement immédiate des contradictions. Dans cette atmosphère lourde, le quadruplement du prix du pétrole a incontestablement agi comme un détonateur.

La crise une fois déclenchée, les capitalistes réagissent toujours de manière à l'aggraver. En effet, la baisse relative de la masse des profits qu'ils vont avoir à se partager déclenche entre eux une concurrence acharnée. C'est la mise à mort des faibles et de fructueuses opérations de concentration pour les plus forts et naturellement cela se solde toujours par des licenciements qui, en réduisant la demande puisqu'un chômeur gagne, malgré ce qu'en dit la bourgeoisie, moins qu'un salarié, aggrave encore la crise. Et cela s'accompagne aussi de destruction pure et simple de capital: fermetures d'usines encore modernes comme la sidérurgie à Denain par exemple. Ceci, c'est le processus général des crises capitalistes, décrit par Marx et toujours à l'oeuvre dans toutes les crises, grandes ou petites.

Comprendre la crise actuelle.

Ceci étant, pour comprendre la crise actuelle, ce qu'elle a de spécifique, il faut tenir compte des caractéristiques de l'impérialisme aujourd'hui, caractéristiques qui façonnent les formes particulières de la crise ouverte en 74.

Ces caractéristiques sont, principalement:

- une certaine rigidité du salaire à la baisse et l'existence, avec les prestations sociales diverses, d'un salaire indirect.
- les mécanismes de création monétaire par le crédit bancaire.
- le renchérissement du prix de l'énergie et le transfert de la rente pétrolière aux pays producteurs.
- la très large ouverture sur l'extérieur des économies des pays impérialistes.

Voyons cela plus en détail:

La rigidité des salaires à la baisse, autrement dit la quasi impossibilité politique dans laquelle se trouve la bourgeoisie d'abaisser de manière significative les salaires, et l'existence d'un salaire indirect, des indemnités de chômage en particulier, ont pour effet que la crise ne prend pas l'allure d'une dépression s'approfondissant d'elle-même. Il y a dans la crise même maintien d'un niveau élevé de demande de la part des salariés, si bien qu'on a pas assisté, sauf en 1974 et encore dans certains pays seulement, à une baisse absolue de la production comme en 1930, mais simplement à un fort ralentissement de son taux de croissance. La crise est donc moins brutale, mais par là-même, elle sera plus longue, car les transformations qui s'y opèrent sont de ce fait plus lentes.

Les monnaies sont aujourd'hui complètement «dématérialisées», elles ne sont plus rattachées à l'or. C'est le système bancaire qui, en octroyant du crédit aux entreprises et aux particuliers, crée de la monnaie. Le gouvernement peut très difficilement contrôler la masse monétaire ainsi créée. S'il peut à la rigueur contrôler le crédit en donnant des directives aux banques nationales, il lui est beaucoup plus difficile de contrôler l'accès des grandes entreprises aux sources internationales de crédit. La conséquence de ce relâchement des moyens de contrôle sur la création monétaire et de l'absence de contrainte physique «naturelle» par rattachement de la monnaie à l'or, c'est que l'ensemble des contradictions de la croissance capitaliste trouvent une forme particulièrement souple d'expression dans l'inflation.

L'inflation permet par exemple de faire baisser le salaire réel, le pouvoir d'achat, sans toucher aux salaires nominaux, et d'opérer une destruction en douceur du capital en faisant fondre progressivement la valeur de ce qu'ont placé les petits épargnants.

Le problème du pétrole, quant à lui, a deux aspects distincts:

D'abord, le renchérissement de l'énergie qui est inéluctable, et ceci même si l'OPEP n'existait pas, comme d'ailleurs à terme le renchérissement de la plupart des matières premières. Cela est dû à l'épuisement des réserves les plus facilement accessibles et exploitables, aux contraintes liées à la pollution croissante, etc...

En quelques mots: l'ère de l'énergie à vil prix, c'est terminé. Cela signifie qu'il faudra aux capitalistes investir des masses de capitaux considérables pour produire l'énergie future, ce qui, alourdissant la composition organique du capital (le rapport entre le capital et le travail qu'il exploite) pousse à la baisse du taux de profit.

L'autre aspect, c'est l'existence de l'OPEP et de sa position de monopole qui lui permet de créer et de s'approprier une rente pétrolière. Ces deux aspects sont distincts, mais profondément liés: c'est parce que les pays impérialistes ne peuvent pas remplacer le pétrole autrement que par des énergies chères (le nucléaire par exemple) et que le pétrole à bas coût va s'épuisant que l'OPEP peut imposer l'augmentation du prix de son pétrole. Mais il s'agit malgré tout d'un phénomène essentiellement politique. Si les pays impérialistes pouvaient se permettre d'occuper militairement les pays du Golfe Persique, ils pourraient continuer à avoir du pétrole à bas prix pendant 30 ans. Ensuite on retrouverait, et très brutalement, la hausse inéluctable du prix de l'énergie. Mais ils ne le peuvent pas, et l'Iran est là pour en témoigner.

En 73, l'OPEP profite du boom économique pour amorcer un mouvement de hausse de ses prix.

Au début, les USA ont plutôt vu cela d'un bon oeil. En effet, leur propre pétrole texan était plus cher que le pétrole de l'OPEP. Cela les défavorisait dans le commerce international. Mais dès que le pétrole OPEP a dépassé le pétrole texan, la convergence objective d'intérêts directs a cessé.

Les différents pays impérialistes restent cependant placés dans des positions très différentes vis à vis de la hausse du prix du pétrole. D'abord, ils ont des degrés de dépendance énergétiques différents: les USA importent 30% de leur pétrole, la France et le Japon 99%, la RFA aussi, mais elle a d'énormes réserves de charbon à bas prix. Ensuite, et surtout, les rentes pétrolières appropriées par les pays producteurs, et qui sont donc une part des profits drainés à échelle mondiale par les capitalistes et rétrocédée par eux, ne disparaissent pas du circuit. Elles se transforment pour une part en demande de biens d'équipement, qui sont adressées aux pays impérialistes et pour une autre part, elles sont représentées à ces pays par les canaux du système financier international.

Et là encore, les différents impérialismes se trouvent dans des situations très diverses et sont très inégalement à même de profiter des opportunités de ce recyclage.

L'Allemagne et le Japon se sont rapidement très bien placés pour vendre des usines payées en pétrodollars et la grande masse de ces pétrodollars se placent sur le marché financier de New York et de Londres.

Donc, si la création de la rente pétrolière et son appropriation par les pays producteurs ne fait pour l'essentiel en fait que modifier les flux du commerce inter-

national et des capitaux, cette modification entraîne une concurrence renouvelée entre impérialistes pour en profiter au mieux, et exige de leur part une réorientation de leur production dont l'aptitude à l'effectuer rapidement va être un critère décisif pour trancher lesquels des impérialismes vont se renforcer dans la crise et lesquels vont s'affaiblir.

Ouverture des économies impérialistes sur l'extérieur.

Ceci nous conduit à la quatrième caractéristique de l'impérialisme aujourd'hui qui conditionne les formes de la crise: l'ouverture des économies impérialistes sur l'extérieur.

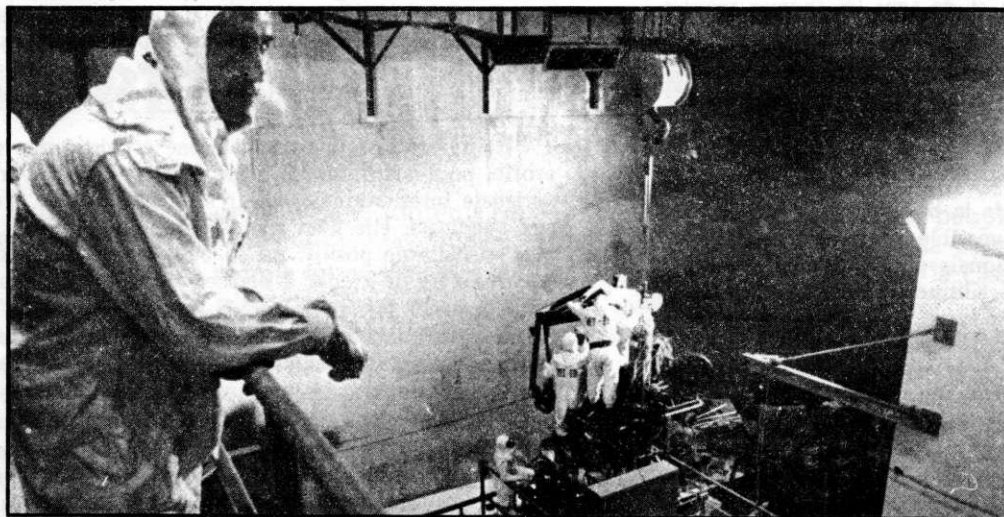
Depuis 1945, le volume du commerce mondial a cru deux fois plus vite que la production. Cela signifie par exemple que la France, qui était en 1945 un pays à l'économie largement autonome, est devenu un pays où les importations représentent 20% de la production nationale et où 40% de la production industrielle est exportée. C'est le cas également de l'Angleterre, de la RFA, du Japon, à un moindre degré, bien moindre, des USA.

Les conséquences fondamentales c'est que la concurrence qu'exacerbe la crise, se joue aujourd'hui directement sur la scène mondiale, non seulement au niveau des impérialismes pris dans leur ensemble, mais même au niveau des grandes firmes de ces pays. S'exerce alors surtout sur les impérialismes secondaires la fameuse «contrainte extérieure» qui est le cauchemar permanent de la bourgeoisie et qui rend impossible toute tentative de sortie autonome de la crise.

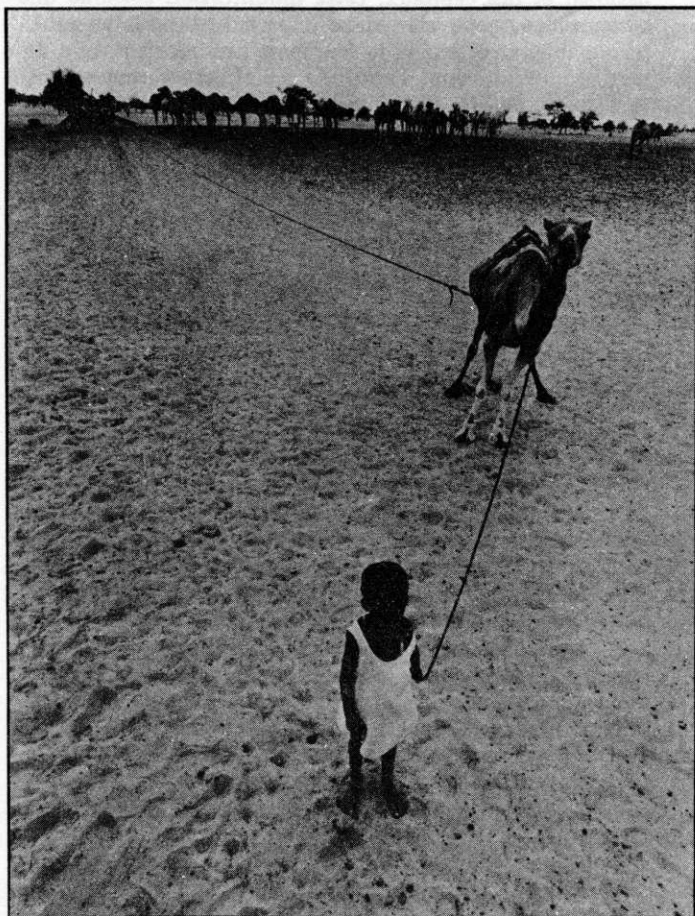
Prenons l'exemple de la France. Elle doit importer la totalité de son pétrole et donc exporter pour payer ce pétrole et ses autres importations (de machines allemandes par exemple). La moindre perte de compétitivité des capitalistes français vis à vis de leurs concurrents étrangers va se traduire par une baisse des exportations. Le Franc va alors baisser par rapport au dollar et au mark, car les importateurs français vont demander à la Banque de France plus de dollars et de marks contre des francs pour payer les importations que n'en auront déposés les exportateurs.

Mais cette baisse du franc ne va rien régler car si elle peut provoquer une légère baisse des prix à l'exportation, il faudra payer plus cher les importations dont on ne peut se passer. De plus, il n'est même pas sûr que les prix à l'exportation baissent car les exportateurs peuvent tout aussi bien absorber la baisse du franc pour augmenter leurs profits.

Voilà pourquoi la contrainte extérieure se manifeste dans la valeur des monnaies et pourquoi Barre gouverne l'oeil rivé sur la valeur du franc.



L'énergie impérialiste (centrale nucléaire)



... et dans le Tiers-Monde (noria-chameau-enfant).

Les politiques économiques bourgeoises en France.

Cette ouverture sur l'extérieur a aussi pour conséquence de rendre inefficaces toutes les politiques de relance strictement nationale. Relancer la consommation en France par augmentation du pouvoir d'achat, comme le propose le PCF, aurait deux conséquences: perte de compétitivité des capitalistes français à l'exportation par hausse des coûts salariaux donc baisse des exportations et hausse des importations, car ce pouvoir d'achat supplémentaire se porterait pour partie sur l'électroménager allemand ou les motos japonaises.

A moins évidemment de se replier sur soi et de fermer les frontières.

La logique des propositions de ce type avancées par les révisionnistes est d'ailleurs bien celle-là et la relance de la consommation populaire doit s'entendre complétée du «Fabriquons Français», de l'opposition à l'élargissement du marché commun et de tous les thèmes racistes et chauvins qui structurent la propagande du PCF: il s'agit en fait d'une stratégie de repli sur un capitalisme national qui ne peut être que d'Etat et qui, comme le repli total est impossible pour lui, s'orienterait nécessairement vers une insertion ou du moins une réorientation des liens économiques vers le bloc soviétique.

Pour l'autre partie de la bourgeoisie, des Giscardiens au PS, la seule politique possible, c'est de relever le défi de la concurrence internationale pour tenter de maintenir la place relative de l'impérialisme français dans la guerre économique ouverte par la crise. Cela passe par le relèvement du taux de profit et la réorientation du capital vers les secteurs d'avenir à l'exportation: c'est le «redéploiement».

D'un point de vue interne, les moyens de cette politique sont:

- abaisser les coûts: réduire le pouvoir d'achat, réduire les charges sociales et toutes les formes du salaire indirect: indemnités de chômage, sécurité sociale, etc...

- accroître la mobilité de la main d'oeuvre pour l'adapter au «redéploiement» nécessaire du capital vers les secteurs qui ont de l'avenir dans la concurrence: développement de l'intérim, du travail à temps partiel, du travail au noir, de l'insécurité des immigrés, campagnes contre les acquis de la classe ouvrière.

- lubrifier les mécanismes de la concurrence pour accélérer la faillite des «canards boiteux» du profit.

- mener une politique impérialiste extérieure active dans les zones d'influence françaises.

Mais tout ceci, et c'est là l'expression de la contradiction même du capitalisme, prolonge en fait la crise et l'approfondit, en particulier en aggravant le chômage.

Et le sophisme à l'aide duquel on nous sert cette politique: «les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain» est évidemment faux de bout en bout. Les profits d'aujourd'hui serviront à tenter de tenir sa place dans la guerre économique et les investissements qui seront fait le seront selon cette logique et nullement pour créer les emplois nécessaires à résorber l'ensemble du chômage qui aura été créé.

La politique du peuple.

Quelle peut être la politique du peuple, de la classe ouvrière et des révolutionnaires dans tout cela ?

La situation est à la fois bonne et mauvaise.

Elle est mauvaise parce que la crise c'est une politique bourgeoise acharnée contre le peuple, c'est une aggravation de la violence civile, ce sont les fascistes qui relèvent la tête.

Elle est mauvaise aussi car une grande crise, comme celle qui a commencé, c'est au niveau mondial l'exacerbation des contradictions interimpérialistes. La crise, c'est aussi le fait que l'impérialisme américain s'est affaibli, que son rival soviétique se renforce et ses rivaux allemand et japonais le concurrence durement (nous reviendrons sur cet aspect des choses dans le prochain No du ML). L'histoire a montré que les seules périodes de stabilité impérialiste étaient celles où dominait un impérialisme incontesté: l'Angleterre au 19ème siècle, les USA depuis la dernière guerre mondiale. En dehors de ces périodes, la rivalité interimpérialiste a toujours conduit à la guerre, via de grandes crises (1929).

La course de vitesse entre guerre mondiale et révolution est donc dans la dernière ligne droite avant l'arrivée, même si celle-ci est encore difficile à préciser.

Mais la situation est bonne aussi, parce que le consensus autorisé par la croissance impérialiste est sévèrement entamé.

Les syndicats en particulier ne servent plus à grand chose pour la bourgeoisie. Tant que le problème de la bourgeoisie c'est d'assurer un maintien de la demande par une bonne répartition des profits impérialistes, les syndicats sont un élément indispensable de son système, les bourgeois intelligents l'ont toujours non seulement pensé, mais dit.

Aujourd'hui ou son problème est de restaurer les profits pour affronter la mêlée furieuse qu'est l'arène impérialiste internationale, elle n'a aucune miette à offrir aux syndicats, elle n'en a plus autant besoin si ce n'est que le seul rôle positif que la bourgeoisie leur reconnaît encore, c'est de l'aider à écraser les révolutionnaires.

A nous de nous saisir de cette clarification, de cette démonstration à la fois de la nature et de l'impuissance actuelle des syndicats et de la collusion des deux bourgeoisies contre les révolutionnaires.

Il n'y a pas de solution bourgeoise, de droite ou de «gauche», à la crise qui ne signifie l'écrasement du peuple. Il nous faut organiser la résistance, d'abord accumuler ses forces, ensuite pour être là quand auront lieu les affrontements décisifs.

L'art dans l'élément du marxisme vivant

C'est une preuve particulière, et nécessaire, de la vitalité du marxisme de notre temps (le maoïsme), que sa capacité à servir d'arrière-plan, d'instrument, de milieu général, à des oeuvres d'art nouvelles.

Oeuvres d'art: non seulement arrimées au camp de la révolution, auxquelles elles visent à rallier par leur propos sensible, mais sur la brèche de la nouveauté formelle. Absolument contemporaines, voire anticipantes, au regard de ce qui advient dans l'histoire, et de ce qui advient dans les dispositifs de sa concentration artistique.

Il y avait déjà, ouvrant la voie dès 1974, «La Chine Européenne» de Natacha Michel (Gallimard), véritable mise en prose moderne, par la ressource de la métaphore, non pas tant de l'anecdote de Mai 68, que de la trame subjective mouvante qui y faisait rupture.

Deux autres oeuvres viennent aujourd'hui ponctuer ce travail, dans l'espace général du pro-

cessus du parti de type nouveau (un parti pourrait-il être de type nouveau, s'il n'était que le régent autoritaire de l'art ancien, s'il n'ouvrait pas, à distance, la possibilité d'une nouvelle force de l'art ?).

Dans la prose, «L'Echarpe rouge», d'Alain Badiou (Maspéro), fusionne les ressources lentes de la narration et l'éclat discontinu du théâtre d'opéra. Le sujet de ce «romanopéra» est en vérité le Parti, appréhendé comme point d'où se lit la plénitude du monde, et non sa restriction; la dialectique des vivants, et non leur identité limitative.

Au cinéma, «L'école de Mai», dont le maître d'oeuvre est Denis Lévy, intègre la leçon de Wenders et de Straub pour une rupture créatrice avec la tradition populiste plate du «film militant», parvenant ainsi à faire émotion d'art rigoureuse du bilan maoïste de Mai 68.

Le Marxiste-Léniniste commentera ces deux oeuvres dans son prochain numéro.

Le Livre «L'Echarpe Rouge» peut être commandé à l'adresse du «Marxiste-Léniniste» (BP 278 - 75 827 Paris Cedex 17) au prix de 35 Francs, (Port compris).

Une copie du film «L'Ecole de Mai» est en cours de réalisation et sera disponible prochainement pour projection.

L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

LA REVOLUTION NATIONALE EN IRAN

Il faut d'abord, pour voir clair, soutenir les droits du peuple Iranien révolté.

Il est juste que ce peuple en révolution veuille juger le Chah. Le Chah n'est qu'un criminel politique, en outre de cette espèce, particulièrement révoltante, qui brisent et humilient leur propre peuple pour les seuls intérêts des puissances étrangères; qui ne méprisent les ouvriers et les paysans de chez eux que pour faire meilleure figure chez les rois du pétrole, ou chez les doucereux présidents de nos sociétés parlementaires.

Il est juste que le peuple Iranien veuille rompre en force le pacte de pillage qui le liait avec les États-Unis, et dont le Chah n'était que le fondé de pouvoir.

Il est juste que la méfiance de ce peuple s'étende aux petits impérialismes d'Europe de l'Ouest. Il n'y a pas si longtemps que le Chah était l'invité d'exception de nos dirigeants. Et les délicats tourments spirituels de la famille de ce traître sanglant remplissaient, remplissent encore, les pages de la presse du coeur.



Le Chah dans son décorum révoltant.

LA REVANCHE

Les millions de gens qui déferlent depuis des mois dans les rues de Téhéran, et qui ont démantelé par leur invincible patience, un appareil d'État terrorisant, font passer dans nos arrières-cours le souffle terrible de la revanche: oui, les peuples du Tiers-Monde, colonisés, vassalisés, piétinés depuis des siècles par l'Europe et son sous-produit américain, sont maintenant levés, les uns après les autres, titubants de liberté neuve et d'incertitude créatrice. Ce courant irrésistible a commencé en 1949, quand Mao Tsé Toung a annoncé, sur la place Tien An Men, que le peuple Chinois était enfin debout. Quelles qu'en soient aujourd'hui les divisions et les péripéties, ce courant accouche l'avenir de tous, et sonne, à terme, fut-ce dans de terribles convulsions, le glas du système des superpuissances et des impérialismes.

Le Chah est tombé parce qu'il incarnait le déni absolu de l'identité nationale Iranienne. La voie capitaliste de développement accéléré qu'il mettait en oeuvre était entièrement artificielle, branchée directement sur l'impérialisme. On pourrait parler à ce propos de capitalisme fantoche: extérieur aux lois internes de la nation Iranienne, ce capitalisme ne crée même pas une société civile bourgeoise adéquate. Il est imposé de force par l'État, sur la stricte base du monopole de la rente pétrolière. Sa clientèle est minuscule, isolée dans l'océan de la réalité Iranienne - quasiment toutes classes confondues. L'armée elle-même, son seul garant, n'a pas le minimum de signification nationale qui lui donnerait, face au peuple, une cohésion de principe autour de l'État-nation. Elle est quasiment une armée de mercenaires, d'occupants, d'ailleurs structurée par le personnel américain. C'est pourquoi elle a sombré brusquement dans la tourmente populaire: toute la légitimité nationale était du côté de l'insurrection.

La révolution Iranienne est fondamentalement une révolution nationale, régie par le principe particulier: les nations veulent l'indépendance. On la distinguera et des guerres de libération nationale, et des révolutions sociales. Dans l'étape en cours, tout se joue sur le destin de la nation Iranienne, dans la forme révolutionnaire qu'impose la présence des masses, par millions, sur la scène des événements.

QUESTION NATIONALE ET NATIONALISME RÉACTIONNAIRE

L'Islam peut être le drapeau idéologique des masses mobilisées, parce qu'il est une forme de représentation de l'identité nationale, et trace une nette ligne de partage avec les sinistres «valeurs» charriées par le capitalisme fantoche du Chah.

Lorsque la question nationale est le centre de gravité d'une tempête révolutionnaire, l'unité paraît l'emporter, un temps, sur la division. Contre les américains, Khomeyni peut rassembler en apparence la quasi totalité des masses Iranienues.

Toutefois, la question nationale, comme le dit Mao, est en dernier ressort une question de classe: quelle forme d'État, et quelle société civile, vont servir de support organique à l'affirmation historique, enfin délivrée, de la nation Iranienne? La question est d'autant plus complexe en Iran que le Chah, qui a dévasté le pays, et ruiné l'agriculture, n'a laissé en héritage ni une société civile ramifiée, ni un appareil militaire et administratif utilisables.

A défaut d'un puissant parti prolétarien, l'émergence du clergé comme unique armature d'ensemble n'est que la conséquence de l'effondrement total du système artificiel et anti-national du Chah.

Tout ceci favorise transitoirement le nationalisme réactionnaire. Au regard de la révolution démocratique et populaire de type Chinois, ou de la tentative des Khmers rouges de se soustraire radicalement au marché impérialiste mondial (Est et Ouest confondus), le nationalisme réactionnaire, chauvin et obscurantiste, est la seule voie possible.

Marxistes, nous savons quelle faiblesse, quelle inconsistance, quelle duperie, peut recouvrir, quand elle est dominante dans le mouvement national, l'idéologie réactive et religieuse. Qui n'a vu Kadhafi, ou les dirigeants Pakistanais, combiner un islamisme agressif, et l'allégeance, pour le premier aux visées impériales de l'URSS en Afrique, pour le second à la défense américaine en Asie?

Le peuple Iranien est pour l'instant laissé à sa misère et exposé au péril, soit d'une restauration insidieuse de la main-mise américaine (beaucoup de gens la souhaitent dans l'entourage direct de Khomeyni) soit d'un simple changement de tuteur au profit de l'URSS, selon la voie si souvent empruntée, de Cuba au Vietnam en passant par l'Angola, l'Éthiopie, le Yémen du Sud ou l'Afghanistan.

Il n'est pas facile du tout de chasser l'impérialisme classique, américain, français, anglais, ou autre, sans que l'expansion des nouveaux bourgeois soviétiques ne trouve là une chance exceptionnelle de s'assurer une nouvelle prise.

UNE NOUVELLE PÉRIODE

Mais l'Iran a aussi sa chance exceptionnelle: c'est que la question nationale y est posée dans une situation révolutionnaire ouverte, où les masses sont des acteurs directs. L'oeil des masses peut voir juste. L'affaire des otages américains était dans une large mesure une opération de politique intérieure: réactiver l'unité populaire anti-impérialiste pour faire passer, dans la foulée, une constitution archi-réactionnaire. Le peuple Iranien, en faisant échouer le plébiscite constitutionnel, a nettement séparé les deux choses.



Une situation
révolutionnaire
ouverte,
où les masses
sont des
acteurs directs.

S'il consent encore à voir dans l'Ayatollah Khomeyni l'emblème provisoire de la Nation, il ne lui reconnaît pas la direction sans partage du processus institutionnel. C'est de ce point que s'ouvre la division sur la question nationale elle-même, dès lors qu'elle n'est plus référée à l'ennemi extérieur, mais aux formes organiques internes de la société civile et de l'État.

Une nouvelle période s'ouvre. Sans marchander, contre tous les impérialismes, y compris le français, notre soutien à la volonté d'indépendance et d'affirmation nationale du grand peuple Iranien, nous sommes attentifs à suivre le formidable conflit politique dont le contenu de cette affirmation nationale est l'enjeu. Nous le ferons à partir des points suivants :

-a) Quel est le tour pris par la lutte de classe à la campagne ? Quelle réforme agraire ? Quelle remise sur pied d'une production agricole dévastée par le capitalisme fantôme du Chah ?

-b) Dans quel vision d'ensemble de la nation Iranienne s'inscrit la question des minorités nationales, Kurdes, Turcs, Arabes et autres ?

-c) Sur quelle ligne intervient, de façon spécifique, la classe ouvrière ? Et quelle est l'étendue de son lien avec les visées des forces pro-soviétiques, parti Toudeh ou autres ? Par qui et comment ce lien est-il combattu, rompu ?

-d) Quelle est la nature et la division du processus institutionnel en cours (constitution, etc...) ?

-e) Quelles forces, éventuellement contradictoires, sont attachées à la reconstruction d'une armée centralisée, Étatique ?

-f) Y a-t-il, et à travers quelles expériences de masse, émergence d'un pôle politique indépendant capable de définir, sur la question nationale, une autre voie que celle du nationalisme réactionnaire (lequel demeure entièrement vulnérable aux pressions de l'une ou l'autre des superpuissances).

-g) L'évolution de la situation en Iran participe t-elle, et comment, de la montée des risques de guerre, soit locale (suite à une opération des impérialismes de l'Ouest dans les zones pétrolières) soit mondiale (suite à une entrée de force de l'URSS dans la région) ? Et quelle voie doivent suivre et le peuple Iranien, et ceux qui le soutiennent, pour ne pas se laisser entraîner, comme la pièce d'un jeu, dans l'accélération meurtrière des rivalités inter-impérialistes ?

Le peuple Iranien n'a certes pas fini de nous apprendre des choses essentielles sur une question-clé de notre temps: l'indépendance nationale face aux deux superpuissances, aux deux types d'impérialismes, aux deux bourgeoisies.

abonnez-vous au Marxiste-Léniniste

sous pli fermé, 1 an : 70 F
soutien : 100 F et plus !

«LE MARXISTE LÉNINISTE» - Directeur de publication P. Gonin - Dépôt légal 1/79 - Commission paritaire No56 220
Imprimerie Spéciale Potemkine - Adresse : «Le ML» BP-278-75827 Paris Cedex 17 - CCP 3458161 L La source - ISSN 0338 - 5086

CAMBODGE : PRENDRE POSITION SUR LA QUESTION NATIONALE AUJOURD'HUI



Un peuple qui résiste avec un grand courage, dans des conditions extrêmement difficiles.

Depuis presque un an, les Vietnamiens occupent le Cambodge. Nous disons bien occupent, car sur ce point, aucune discussion n'est possible.

UN MENSONGE SYSTÉMATIQUE

Jamais l'intervention d'une armée étrangère n'a «libéré» un peuple. Et inversement, toutes les interventions impérialistes ou colonialistes ont toujours prétendu se faire au nom du bien des peuples.

Les colonialistes amenaient la civilisation aux barbares (Cf France/Afrique), les impérialistes garantissaient la démocratie (Cf USA/Vietnam), les sociaux-impérialistes soviétiques, le socialisme (Cf Tchécoslovaquie)... La domination d'un peuple exige toujours un camouflage idéologique d'importance et d'importation. Celui du gouvernement Vietnamien est sans doute l'opération de mensonge la plus systématique que l'on ait jamais vu: accuser l'adversaire à l'avance des crimes que l'on va commettre.

C'est ainsi qu'ils sont passés de l'accusation de génocide du peuple Cambodgien par le gouvernement du Kampuchéa démocratique à la réalisation de leur projet d'annexion d'un pays après extermination de son peuple. Le peuple Cambodgien a déjà été exterminé, donc l'armée Vietnamienne ne peut plus que le sauver: ignominie - mensonge criminel.

L'intervention Vietnamienne ne peut en aucun cas être prise pour autre chose qu'une invasion, une occupation. C'est le point de départ de la situation d'aujourd'hui, aussi complexes et entiers que demeurent les problèmes de la période 1975-1978. Seuls ceux qui reconnaissent l'annexion, donc la guerre, comme rapport possible avec un autre État, osent aujourd'hui parler de «libération». Nous a-

vons nommé: le Vietnam, l'URSS et ses satellites, le PCF.

UN VÉRITABLE GÉNOCIDE

Cette occupation a des caractéristiques particulières. D'une part, elle n'a pas besoin de la main d'œuvre Cambodgienne, comme ce fut le cas de nombreuses colonisations. D'autre part, elle n'a pas les moyens politiques d'organiser quelque vie civile que ce soit. En un an, la guerre ne fait que s'intensifier, aucun ralliement significatif d'aucune couche de la population n'a eu lieu. Alors, c'est l'extermination, le génocide.

Extermination par les opérations militaires, par l'épandage sur des régions entières de produits chimiques toxiques - par exemple le 28 Octobre et le 5 Novembre sur les districts de Toek Phos et de Bâribaur (province de Kampong Chang) où 152 personnes ont été tuées. De couleur jaune, le produit utilisé brûle la peau, dégage une odeur qui provoque des vertiges, entraîne des hémorragies par la bouche et les oreilles, puis la mort. Ce recours à l'arme chimique est de plus en plus fréquent et vient s'ajouter à l'arme de la famine.

Partout où elles vont, les troupes Vietnamiennes ont les massacres, pillent, brûlent et détruisent tout. Dans les régions qu'elles contrôlent provisoirement, elles interdisent à la population d'aller travailler dans les rizières, lui coupent l'approvisionnement en riz et en sel. Là où elles ne parviennent pas à s'enrichir, ces troupes mènent des opérations dont le seul objectif est de couper les vivres au peuple du Cambodge.

Cette guerre a déjà fait plusieurs centaines de milliers de morts. Elle oblige la population à fuir à la frontière Thaïlandaise. Car les réfugiés sont bien aujourd'hui les ré-

fugies de la guerre. A eux seuls, ils démontrent si besoin était, le caractère fantoche du gouvernement mis en place par les Vietnamiens.

Ce sont des gens qui fuient leur propre pays dévasté par la guerre d'occupation, affamés, à qui les Vietnamiens ont même le cynisme de refuser ouvertement les secours internationaux.

Aider les Cambodgiens est une nécessité aujourd'hui, renforcer, engraisser les occupants est un crime. Mais alors, que faire ?

D'abord, dénoncer fermement les «avaleurs de territoire», comme disent les Khmers rouges, eux à qui on ne donne pas la parole. Ne pas accepter la tentative de nous faire croire que les Vietnamiens sont les représentants du peuple Khmer, de leur salut, même lorsqu'il s'agit des vivres.

LA RÉSISTANCE ET SON PROGRAMME :

Mais aussi, et c'est là l'essentiel, ne pas admettre que le peuple Cambodgien ne soit considéré que comme des individus en déroute, dont l'écrasement serait déjà une chose acquise. Ne pas l'admettre non au nom des principes, mais parce que c'est FAUX.

Le peuple Cambodgien est un peuple qui fait la guerre depuis 1 an à une armée de plus de 200 000 hommes, redoutablement équipés par l'URSS. Cela est capital à reconnaître sinon on tombe vite dans les solutions politiques extérieures aux peuples.

Le peuple Cambodgien a défendu son indépendance contre les américains, il l'a défend dans des conditions extrêmement difficiles, aujourd'hui contre les Vietnamiens. Et c'est là une réalité qu'aucun «témoignage» ne peut réfuter. C'est la réalité que l'on cache lorsqu'on fait l'impasse sur la question de la guerre au Cambodge.

Quelque soit le jugement que l'on porte sur la politique suivie par le gouvernement du Kampuchéa au temps de l'indépendance du Cambodge, il faut prendre acte que la conjoncture a changé. Son aspect principal et indivisible est l'occupation du Cambodge par l'armée Vietnamienne, et la résistance du peuple Khmer. Cette résistance est aujourd'hui incarnée par les Khmers rouges, et leur programme politique, celui dont personne ne parle et qu'il faut bien rappeler ici.

En effet, depuis Août 1979, Khieu Samphan, président du Présidium de l'État du Kampuchéa démocratique a présenté un programme «Du front de grande union nationale patriotique et démocratique du Kampuchéa».

Ce programme a pour objectif d'unir tous «ceux qui sont déterminés à combattre sous toutes les formes les agresseurs Vietnamiens afin de les chasser complètement hors du territoire du Kampuchéa».

- «Bâtir une société où tous les citoyens jouissent des libertés démocratiques dans l'exercice de leur profession, comme dans leur vie quotidienne.

- Garantir la liberté de formation des partis politiques des associations et des organisations de masse diverses.

- Garantir la liberté d'opinion, la liberté d'expression, la liberté de presse, la liberté de réunion, de correspondance, de circulation, de résidence.

- Garantir un régime parlementaire avec une Assemblée Nationale élue au suffrage universel, libre, direct et secret». (Le secrétaire général de l'ONU ou son représentant sera invité à superviser les 1ères élections législatives pour s'assurer de leur déroulement libre et démocratique).

- Élargir le gouvernement du Kampuchéa Démocratique et l'appareil administratif à 5 échelons... selon leur compétence et avec leur consentement.

- Former une armée nationale forte dans tous les domaines, dont la tâche présente est de combattre les agresseurs Vietnamiens et libérer la nation, et la tâche future sera d'assurer la défense de la nation et du peuple du Kampuchéa.

- Édifier une économie nationale indépendante: établir des relations économiques et commerciales avec tous les pays sur la base des intérêts réciproques.

- Assurer le droit à la production et la liberté dans l'exercice de la profession dans tous les domaines: agriculture, artisanat, industrie, commerce.

- Les activités agricoles, artisanales, industrielles et commerciales de chaque citoyen sont toutes encouragées, soutenues et protégées. Les fruits provenant de toutes les activités sont pleinement garantis.

- Garantir et protéger la propriété privée de chaque citoyen du Kampuchéa et celle des ressortissants étrangers au Kampuchéa.

- Les échanges commerciaux à l'intérieur du pays sont assurés par l'usage de la monnaie nationale. »

Si nous avons cité de larges extraits du programme proposé par le gouvernement du Kampuchéa, c'est parce qu'il constitue à la fois le seul projet positif aujourd'hui qui puisse permettre au peuple Cambodgien de vaincre, mais aussi pour montrer ce qui constitue en quelque sorte pour nous un bilan critique de la politique suivie durant les années 1975-1978.

Certes, la situation a changé aujourd'hui, il y a la guerre, mais ceci nous indique que la question de l'indépendance n'est pas réglée quand on a vaincu l'impérialisme américain dans le monde d'aujourd'hui. Ce programme est une nouvelle appréciation des conditions nécessaires pour construire l'indépendance, conditions d'unité du peuple, conditions militaires, conditions économiques. Qui pourrait croire le gouvernement Cambodgien, dit la presse lorsque ce programme fut diffusé en petits extraits, pour en enlever la consistance et la réalité ? Nous répondons: tous ceux qui comme les résistants Cambodgiens sont soucieux de l'indépendance des pays.

Indépendance qui, dans les conditions d'aujourd'hui, celles de l'hégémonie mondiale des 2 superpuissances, est une tâche hardie, mais dont l'accomplissement victorieux est encore en question.

C'est parce que ce programme d'unité dans la résistance est la seule voie possible pour l'indépendance du Cambodge que l'on peut y «croire».

SOUTENIR LA RÉSISTANCE KHMERE: LUTTER CONTRE LES RISQUES DE GUERRE MONDIALE.

De même pour nous aujourd'hui en France, la seule position efficace contre la famine, l'exode, les massacres, la colonisation, c'est le soutien à la résistance du peuple Cambodgien. Toute autre position est position de reddition pour les peuples et de victoire pour l'expansionnisme, la force des armes, la guerre impérialiste.

Car, ne nous y trompons pas, ce qui se joue au Cambodge - outre l'élimination d'un peuple, se dessine aussi la dynamique de guerre mondiale. Qu'est-ce que c'est que cette époque où lorsqu'un gouvernement ne plaît pas on le remplace par n'importe quel moyen.

Qu'est-ce que c'est que cette époque où un gouvernement, et il s'agit encore du Vietnam, plus particulièrement décide que 3 millions de sa population pourra s'exiler, sans parler des marchandages entre dissidents ? C'est une époque où les gouvernements incapables de surmonter les contradictions de classe, les résolvent par l'expulsion des citoyens rebelles, c'est une époque où les pays incapables d'assurer leur hégémonie dans la coexistence, font la guerre.

D'une certaine manière, c'est la suprématie des politiques des super-puissances. On résout les problèmes par la force, l'élimination de l'adversaire. A l'intérieur, les opposants sont éliminés, et ce sont les réfugiés à l'extérieur avec la guerre.

Ne laissons pas le point de vue de la défaite des peuples s'installer. Combattons l'idée que ceux qui se révoltent contre l'oppression ou encore plus l'occupation, sont les fauteurs de troubles. Ce sont eux qui ont raison, eux qui peuvent seuls combattre pour la paix, contre la guerre, pour la justice, contre l'exploitation.

CETTE RESISTANCE ET LA NOTRE

UN PAYS AUJOURD'HUI

ENVAHI PAR UNE ARMÉE ÉTRANGÈRE DE 200 000 HOMMES SOUTENUS PAR L'URSS

SOUMIS A LA COLONISATION : SUR LES TERRES DES PAYSANS CHASSÉS OU MASSACRÉS, L'ENVAHISSEUR INSTALLE SES GENS.

PILLÉ, AFFAMÉ, MENACÉ D'ANÉANTISSEMENT :

ON TIRE A VUE SUR TOUS CEUX DU PAYS QUI VEULENT CULTIVER LES CHAMPS ; DES USINES SONT DÉMONTÉES ET EMPORTÉES PAR L'ARMÉE D'OCCUPATION ; DES FEMMES SONT MARIÉES DE FORCE AUX SOLDATS ENVAHISSEURS ; DES VILLAGES ENTIERS SONT ENFERMÉS DANS DES CAMPS POUR LES EMPECHER DE RESISTER

L'OCCUPANT VEUT FAIRE DISPARAITRE TOUT UN PEUPLE

CONTRE CE CRIME

UNE GUERRE DE RÉSISTANCE TIENT BON DEPUIS UN AN DANS TOUT LE TERRITOIRE ; L'ENNEMI N'EST EN SURETÉ QUE SUR UN QUART DU PAYS

UN GOUVERNEMENT DIRIGE SUR PLACE LA GUERRE CONTRE L'OCCUPANT, GOUVERNEMENT LEGAL ET INTERNATIONALEMENT RECONNU

UN EFFORT POPULAIRE ENORME DÉFRICHE LA FORÊT, NOURRIT LES GENS, ACCUEILLE LES POPULATIONS QUI, PAR CENTAINES DE MILLIERS, VEULENT ÉCHAPPER A L'ENNEMI.

CETTE GUERRE, C'EST CELLE DU CAMBODGE, DU KAMPUCHEA DÉMOCRATIQUE, OCCUPÉ PAR UNE VINGTAINE DE DIVISIONS VIETAMIENNES DEPUIS JANVIER 1979

LE PEUPLE KHMER NE PEUT PAS PLUS ACCEPTER LA «PAIX» VIETNAMIENNE PAR L'OCCUPATION, L'EXTERMINATION ET LA COLLABORATION, QU'ON NE POUVAIT ACCEPTER LA «PAIX» NAZIE DANS LA FRANCE OCCUPÉE OU LA «PAIX» AMÉRICAINE DANS L'INDOCHINE ENCORE COLONISÉE. POUR LA SOLIDARITÉ AVEC CE PEUPLE MENACÉ PAR LA FAMINE ET LE MASSACRE,

NOUS VOUS APPELONS A SOUTENIR LES RESISTANTS KHMERS ROUGES

QUI, C'EST UN FAIT, SONT LES SEULS A RESISTER **EN TOUTE INDÉPENDANCE** LES ARMES A LA MAIN, ET A ORGANISER LA SURVIE DE LEUR PEUPLE. LES AUTRES SOI-DISANT «RÉSISTANCES» VEULENT RESTAURER LE VIEUX CAMBODGE. C'EST POURQUOI ELLES SONT SOUS LA COUPE DES FRANÇAIS ET DES AMÉRICAINS.

LES SOUFFRANCES DES RÉFUGIÉS DU SUD-EST ASIATIQUE : PREMIER EXODE D'UNE TROISIÈME GUERRE MONDIALE PRÉPARÉE LA-BAS PAR LE VIETNAM ET L'URSS. EN PREMIÈRE LIGNE DE LA RÉSISTANCE CONTRE L'EXPANSION ET L'INVASION, LES KHMERS ROUGES **SE BATTENT AUSSI POUR NOUS**

CELUI QUI AIDE LA RESISTANCE DES KHMERS ROUGES

- AIDE UN PEUPLE A SE SAUVER LUI-MÊME,
- AIDE A CE QUE CESSENT LES ÉNORMES EXODES PROVOQUÉS, AU VIETNAM, AU LAOS, AU CAMBODGE, PAR LE SYSTÈME MILITARISTE BARBARE DES NOUVEAUX BOURGEOIS VIETNAMIENS,
- LUTTE CONTRE LA GUERRE MONDIALE, POUR LA CONJURER, L'INTERDIRE PAR LA RÉSISTANCE DES PEUPLES.

FACE AUX AGGRESSIONS DES IMPÉRIALISMES, LA CAPITULATION AGGRAVE LES SOUFFRANCES ET ÉLARGIT LA GUERRE.

SEULE LA RÉSISTANCE PORTE LA SURVIE QUOTIDIENNE, L'AVENIR ET LA PAIX.

NOUS ÉCRIRE ET ENVOYER DES CHEQUES A :
«LE MARXISTE-LÉNINISTE» B.P. 278 - 75827 - PARIS CÉDEX 17
(MARQUER AU DOS DU CHEQUE: «RÉSISTANCE KHMER»)
RÉPONDEZ A TOUS LES APPELS POUR MANIFESTER .

LES MAOISTES DE L'
UCFML